



Nous prenons soin de vous

Ramsay Générale de Santé

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 56 967 821,25 euros

Siège social : 39, rue Mstislav Rostropovitch – 75017 Paris

383 699 048 RCS Paris

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2018



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») le 21 mars 2019, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle complète le document de référence de Ramsay Générale de Santé, déposé auprès de l'AMF le 31 octobre 2018 sous le numéro D. 18-0907. Le document de référence et son actualisation ne pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires de la présente actualisation du document de référence sont disponibles sans frais auprès de Ramsay Générale de Santé, 39, rue Mstislav Rostropovitch - 75017 Paris - France, ainsi que sur les sites Internet de Ramsay Générale de Santé (www.ramsaygds.fr) et de l'AMF (www.amf-france.org).

SOMMAIRE

REMARQUES GENERALES	3
1. L'ACQUISITION DE CAPIO PAR RAMSAY GENERALE DE SANTE	5
1.1. PRESENTATION DE CAPIO.....	5
1.2. PRESENTATION DE L'ACQUISITION DE CAPIO	12
2. FACTEURS DE RISQUES LIES A L'ACQUISITION DE CAPIO	23
2.1. RISQUES LIES A L'INTEGRATION DES ACTIVITES.....	23
2.2. RISQUES LIES A LA NON REALISATION DES SYNERGIES ET AUTRES BENEFICES ATTENDUS.....	23
2.3. RISQUES LIES AU FINANCEMENT DE L'ACQUISITION DE CAPIO	24
2.4. RISQUES LIES AUX RESSOURCES HUMAINES SUITE A L'ACQUISITION DE CAPIO.....	25
2.5. RISQUES LIES AUX ECHANGES LIMITES AVEC CAPIO.....	25
2.6. RISQUES RELATIFS AUX CLAUSES DE CHANGEMENT DE CONTROLE	26
2.7. RISQUES CONCERNANT LES FRAIS DE TRANSACTION	26
2.8. RISQUES DE CHANGE ET APPARITION DE PLUSIEURS DEVICES DANS LES COMPTES DU GROUPE CONSECUTIFS A L'ACQUISITION DE CAPIO	26
2.9. RISQUES CONCERNANT LES INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA	27
2.10. RISQUES LIES AU TRAITEMENT COMPTABLE DE L'ACQUISITION DE CAPIO ET A L'APPARITION D'UN GOODWILL SIGNIFICATIF A LA SUITE DE L'ACQUISITION	27
3. INFORMATIONS FINANCIERES <i>PRO FORMA</i>	29
3.1. INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA.....	29
3.2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA	37
4. RESULTATS SEMESTRIELS A FIN DECEMBRE 2018.....	39
4.1. RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL POUR LA PERIODE DU 1ER JUILLET 2018 AU 31 DECEMBRE 2018.....	39
4.2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS COMPTABILISES PAR LA SOCIETE AU 30 JUIN 2018.....	61
5. EVENEMENTS RECENTS	63
6. RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	63
6.1. RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	63
6.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	63
6.3. RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE ET DES RELATIONS INVESTISSEURS	63
7. TABLEAU DE CONCORDANCE	64

REMARQUES GENERALES

Dans la présente actualisation, le terme :

- « **Société** » ou « **RGdS** » désigne la société Ramsay Générale de Santé S.A. ;
- « **groupe RGdS** » désigne la Société et l'ensemble de ses filiales consolidées au 31 décembre 2018 ;
- « **Groupe** » désigne la Société et l'ensemble de ses filiales consolidées à la date de la présente actualisation ;
- « **Capio** » désigne la société de droit suédois Capio AB (publ), dont la Société a acquis le contrôle le 7 novembre 2018, ainsi que, lorsque le contexte le requiert, l'ensemble de ses filiales ;
- « **Document de Référence** » désigne le document de référence de la Société, déposé auprès de l'AMF le 31 octobre 2018 sous le numéro D. 18-0907 ;
- « **Actualisation** » la présente actualisation du Document de Référence.

Informations prospectives

L'Actualisation contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement du Groupe ainsi que des déclarations prospectives, notamment liées à l'acquisition de Capio. Ces indications et déclarations sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « croire », « souhaiter », « pourrait », « ferait », « possible », « fera », « devrait », « s'attendre à », « entendre », « ambitionner », « estimer », « a l'intention de », « avoir pour objectif », « anticiper » ou « continuer », la forme négative de ces mots, ainsi que d'autres termes qui ont un sens similaire ou encore, l'utilisation de dates futures. Bien que ces indications et déclarations soient fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société à la date de la présente Actualisation, la Société ne peut garantir que les objectifs décrits seront atteints ou que les projections seront réalisées. Ces indications et projections sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment aux aléas de toute activité et à l'évolution de l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différentes sections de l'Actualisation et contiennent des données relatives aux intentions, aux estimations et aux objectifs du Groupe concernant, notamment, le marché, la stratégie, la croissance, les résultats, la situation financière et la trésorerie du Groupe. La Société ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou réviser les objectifs, perspectives et informations à caractère prospectif contenus dans l'Actualisation, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable.

En outre, la matérialisation de certains risques exposés au chapitre 3 « Facteurs de risques » du Document de Référence et au chapitre 2 « Facteurs de risques liés à l'Acquisition de Capio » de l'Actualisation est susceptible d'avoir un impact sur les activités du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs. Par ailleurs, la réalisation des objectifs suppose, entre autres, le succès de la stratégie présentée à la section 1.2.2 « Stratégie » du Document de Référence, et la réussite de l'intégration de Capio. La Société ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie quant à la réalisation des objectifs figurant dans l'Actualisation.

Informations sur les marchés et la concurrence

L'Actualisation contient, notamment au chapitre 1 « L'Acquisition de Capio par Ramsay Générale de Santé », des informations sur les marchés du Groupe et ses positions concurrentielles. Certaines informations contenues dans l'Actualisation sont des informations publiquement disponibles, que la Société considère comme fiables, qui n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant et la Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés aboutirait aux mêmes résultats. Sauf indication contraire, les informations contenues dans l'Actualisation relatives aux parts de marché et à la taille des marchés pertinents du Groupe sont des estimations du Groupe et ne sont fournies qu'à titre indicatif et ne constituent pas, notamment, une appréciation des marchés pertinents au sens du droit de la concurrence.

Facteurs de risques

Parmi les informations contenues dans le Document de Référence et l'Actualisation, les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au chapitre 3 « Facteurs de risques » du Document de Référence, au chapitre 2 « Facteurs de risques liés à l'Acquisition de Capiro » de l'Actualisation avant de prendre une décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats du Groupe, sa capacité à réaliser ses objectifs ou la valeur des titres de la Société. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société à la date du Prospectus, pourraient avoir le même effet défavorable et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

Informations financières pro forma

L'Actualisation présente notamment certaines informations financières consolidées pro forma du Groupe pour l'exercice clos le 30 juin 2018. Ces informations financières consolidées pro forma sont destinées à appréhender l'impact de l'acquisition de Capiro et des opérations de financement et de refinancement y afférentes (ensemble, l'« Acquisition de Capiro ») comme si ces opérations étaient intervenues au premier jour de l'exercice clos le 30 juin 2018 s'agissant du compte de résultat.

Les informations financières consolidées pro forma sont basées sur des hypothèses et des estimations préliminaires et que la Société considère comme raisonnables. Elles sont présentées uniquement à titre illustratif, et en raison de leur nature, ne traitent que d'une situation hypothétique. Elles ne constituent pas une indication des résultats des activités opérationnelles ou de la situation financière du Groupe consolidé qui auraient été obtenues si l'Acquisition de Capiro avait été effectivement réalisée aux dates susvisées prises pour hypothèse aux fins de l'élaboration de ces informations. Les informations financières consolidées pro forma ne reflètent pas non plus les futurs résultats des activités opérationnelles ou la situation financière future du Groupe consolidé, ni aucune économie de coûts réalisable ou de synergies qui résulteraient de l'Acquisition de Capiro.

Informations concernant Capiro

Les informations réglementées concernant Capiro sont disponibles sur le site Internet de Capiro (www.capiro.com) et le site Internet de la Swedish Financial Supervisory Authority (www.fi.se).

Arrondis

Certaines données chiffrées (y compris les données exprimées en milliers ou millions) et pourcentages présentés dans le Prospectus ont fait l'objet d'arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans le Prospectus peuvent légèrement différer de ceux qui auraient été obtenus en additionnant les valeurs exactes (non arrondies) de ces données chiffrées.

1. L'ACQUISITION DE CAPIO PAR RAMSAY GENERALE DE SANTE

Le 8 novembre 2018, à l'issue de la clôture de la période d'acceptation de son offre publique d'acquisition sur les actions de Capio, RGdS a annoncé avoir acquis 98,51 % du capital de Capio, un des *leaders* européens de la fourniture de services de soins et de santé, permettant au Groupe de se positionner comme l'un des *leaders* pan-européens de l'hospitalisation privée et des soins primaires, présent dans six pays avec un rôle prééminent dans les pays scandinaves, en France et en Suède. Il résulte de cette acquisition la création d'un nouvel ensemble unique, avec de nombreux points forts spécifiques et attractifs, qui offrent de nouvelles perspectives de croissance :

- un *leadership* européen et une volonté de fournir des services de soins et de santé de qualité ;
- un portefeuille d'activités équilibré grâce à une diversification géographique et l'accès à une base de patients élargie ;
- une pénétration de marchés attractifs et une présence dans des marchés de taille significative avec d'importants leviers de croissance ; et
- un modèle de soins innovant marqué par une expertise de premier niveau en termes de spécialisation des soins et du déploiement d'une médecine moderne dans l'intérêt des patients et de la collectivité, ainsi qu'une expertise et une connaissance approfondies dans la digitalisation appliquée à la santé.

L'offre publique d'acquisition de RGdS portait sur la totalité des actions de Capio au prix de 58 couronnes suédoises par action. Le prix de l'Acquisition de Capio s'est ainsi élevé à 783,2 millions d'euros (sur la base d'un taux de change EUR / SEK de 10,453 au taux de clôture du 30 juin 2018).

Il ressort des informations financières *pro forma* présentées à la section 3 « *Informations financières pro forma* » de la présente Actualisation, un chiffre d'affaires du Groupe constitué du groupe RGdS et du groupe Capio de 3,8 milliards d'euros et un excédent brut d'exploitation (avant synergies) de 367,5 millions d'euros sur l'exercice clos le 30 juin 2018 (sur la base d'un taux de change moyen EUR / SEK de 9,915 sur l'exercice clos le 30 juin 2018). Au 31 décembre 2018, l'endettement financier net de Capio s'élevait à 465,4 millions d'euros.

1.1. Présentation de Capio

1.1.1 Aperçu de Capio

Fondée en 1994 et basée à Göteborg, en Suède, Capio est un *leader* pan-européen de la fourniture de services de soins et de santé, cotée jusqu'au 28 novembre 2018 sur le Nasdaq Stockholm de la Bourse de Stockholm. Capio est présent en Suède, en Norvège, au Danemark, en France et en Allemagne à travers un vaste réseau de près de 200 établissements comprenant des hôpitaux, des cliniques spécialisées et des centres de soins primaires. Grâce à une large gamme de services de soins et de santé proposés, couvrant les domaines à la fois médicaux, chirurgicaux et psychiatriques, Capio propose des soins à tous les niveaux du parcours de soins.

Lors de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les 13.314 employés (effectif moyen à temps plein) de Capio ont fourni des services de soins et de santé à 5,1 millions patients, générant un chiffre d'affaires net de 15.327 millions de couronnes suédoises (environ 1 592 millions d'euros sur la base d'un taux de change moyen EUR / SEK de 9,63 sur l'année 2017) (*Source : Capio*).

Capio fournit principalement des services de soins et de santé dans des systèmes de santé financés par des fonds publics, le solde étant fourni dans le cadre du marché des soins et de la santé privé.

Capio exerce ses activités sur trois segments géographiques : les pays scandinaves (qui regroupent les activités de Capio en Suède, en Norvège et au Danemark) (57 % du chiffre d'affaires de l'exercice clos le 31 décembre 2017), la France (35 % du chiffre d'affaires de l'exercice clos le 31 décembre 2017) et l'Allemagne (8 % du chiffre d'affaires de l'exercice clos le 31 décembre 2017) (*Source : Capio*).

Capio est un opérateur *leader* dans le secteur de la santé en Suède, en Norvège et au Danemark. Il représente un opérateur important en France. En Allemagne, Capio occupe une position de niche sur le vaste marché hospitalier, en occupant une position de *leader* sur marché de la chirurgie veineuse.

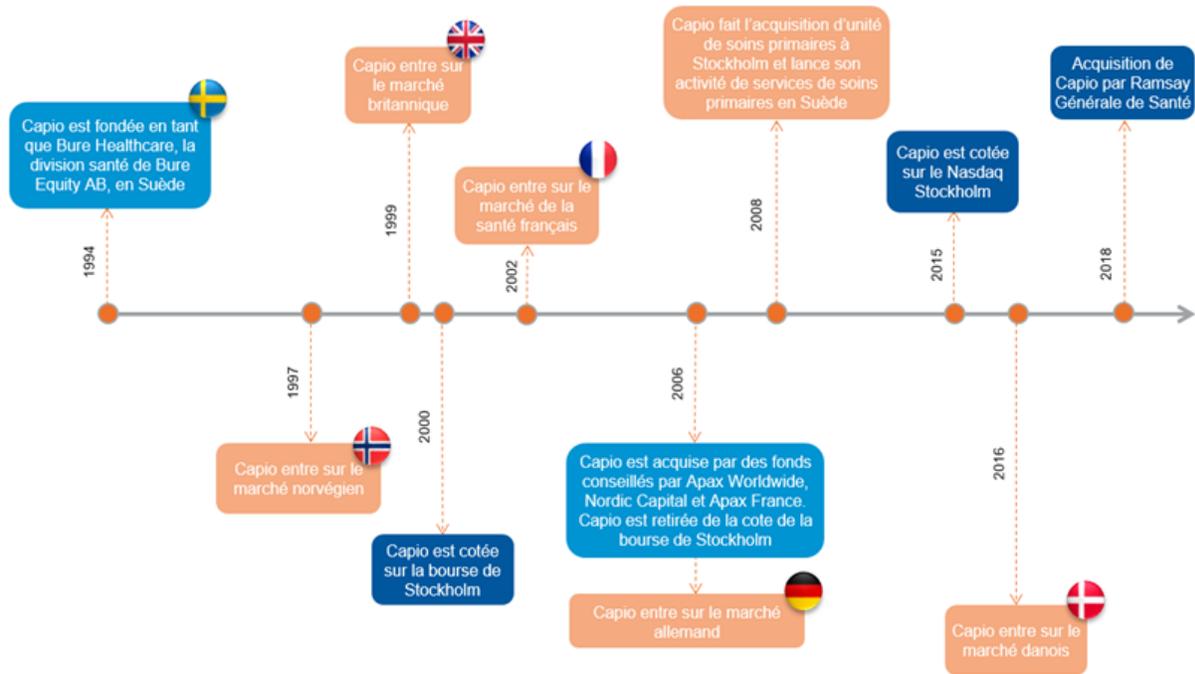
Préalablement à son acquisition par RGdS, Capio présentait une structure d'actionnariat diversifiée composée principalement d'investisseurs institutionnels, dont les trois plus importants étaient Swedbank Robur (détenant 9,2 % du capital), R12 Kapital Fund (détenant 7,9 % du capital) et Fjärde AP-Fonden (détenant 7,7 % du capital).

Capio dispose d'un portefeuille attractif d'activités dans la santé en Europe et présente une forte complémentarité stratégique avec RGdS. Les activités de Capio sont particulièrement performantes et la société jouit d'une position forte dans les pays scandinaves. Etant un des *leaders* de l'offre de services de soins basée sur les résultats et la qualité, Capio a été à l'avant-garde de la transition vers la médecine ambulatoire et le développement des cliniques spécialisées. Ces atouts constituent un potentiel de développement important pour le Groupe en France comme à l'international.

1.1.2 Etapes clés de l'histoire de Capio

Capio a été fondée en 1994 et intégrée dans la division Santé de Bure Equity AB, en Suède. Grâce à une stratégie de croissance externe, Capio s'est implantée sur de nouveaux marchés comme la Norvège en 1997, le Royaume-Uni en 1999, la France en 2002, l'Allemagne en 2006 et enfin le Danemark en 2016. L'activité britannique a depuis été entièrement cédée.

Principales étapes de l'histoire de Capiro



Source : Capiro

1.1.3 Aperçu des activités de Capiro

Capiro a organisé ses activités en trois segments opérationnels : Capiro Scandinavie (Norvège, Danemark, Suède et Capiro Go), Capiro France et Capiro Allemagne. Chaque segment fournit une grande variété de services de soins et de santé et est structuré de manière à fournir les soins de santé les plus efficaces pour chaque patient.

1.1.3.1 Capiro Scandinavie

Capiro occupe une position de *leader* en parts de marché dans les pays scandinaves qui représentent son segment opérationnel le plus important. Avec un chiffre d'affaires de 8.695 millions de couronnes suédoises réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 (environ 903 millions euros sur la base d'un taux de change moyen EUR / SEK de 9,63 sur l'année 2017) (57 % du chiffre d'affaires du groupe Capiro) et environ 6.750 employés (50 % de l'effectif total du groupe Capiro), Capiro Scandinavie soigne plus de 4.077.000 patients par an (*Source : Capiro*).

Dans les pays scandinaves, Capiro se concentre sur l'expansion de son activité dans le secteur public en développant les atouts qui lui permettent de nouer des partenariats attractifs avec le secteur public, ainsi que sur la poursuite d'une stratégie d'acquisition. Capiro met également de plus en plus l'accent sur le partage des connaissances et des meilleures pratiques en orthopédie et en gériatrie aiguë, ce qui réduit la durée des hospitalisations et augmente le nombre de patients.

Le segment scandinave comprend les activités de Capiro en Suède, en Norvège et au Danemark :

- *En Suède*, Capiro offre des services de soins et de santé dans le domaine des soins primaires, des soins spécialisés somatiques et psychiatriques, et des soins d'urgence. Capiro exerce des activités dans 15 comtés, dont les plus importants en nombre de résidents sont le comté de Stockholm, le comté de Västra Götaland et le comté de Scanie.

Les activités de Capio sont exercées dans de nombreuses unités réparties sur plusieurs sites : dans des centres de soins primaires sur 83 sites, des centres de soins spécialisés somatiques sur 29 sites, deux (2) hôpitaux locaux, des centres de soins spécialisés psychiatriques sur 14 sites et un (1) hôpital de services d'urgence. Elles s'articulent autour des branches d'activités suivantes : Capio Proximity Care, Capio Specialist Clinics, Capio Psychiatry et Capio St Görans Hospital. Capio Proximity Care (soins de proximité) est la branche d'activité la plus importante, suivie de Capio St Görans Hospital et Capio Specialist Clinics, Capio Psychiatry représentant la plus petite part du chiffre d'affaires net.

Le large réseau des unités physiques de Capio est également complété par celui du digital et des consultations en ligne. Aujourd'hui, 650.000 patients de Capio répertoriés dans quelques 70 centres de proximité ont accès à des services digitaux grâce à des plateformes telles que « Capio Go », qui permet d'effectuer un bilan médical en ligne et « Better Visits », qui permet de mieux préparer les rendez-vous médicaux (voir la section 1.2.2.4 « *Le rapprochement de deux entreprises innovantes* » de l'Actualisation).

La santé en Suède est principalement financée par la dépense publique, l'essentiel du reste à charge du patient étant alors constitué des médicaments. Toutefois, les assurances santé complémentaires étant très peu répandues, les plupart des soins de santé privée sont également intégralement à charge des patients.

- *En Norvège*, Capio offre à la fois des soins primaires et des soins somatiques spécialisés. Capio est présent dans les quatre (4) régions norvégiennes : le Centre, le Nord, le Sud-Est et l'Ouest.

Capio Norvège exploite huit (8) hôpitaux locaux sous la marque Volvat, offrant des services de soins et de santé préventifs et généraux, ainsi que des soins de santé spécialisés, et trois (3) cliniques spécialisées proposent des traitements pour les troubles de l'alimentation et des traitements de physiothérapie.

Les soins de santé fournis par Capio Norvège sont principalement financés par le secteur privé, via des compagnies d'assurance, des entreprises ou des patients individuels. Ces dernières années, Capio Norvège s'est fortement développée grâce des services réguliers de qualité et à l'augmentation du nombre de patients. Aujourd'hui, Capio est présent sur tout le territoire, via ses activités à Oslo, Bergen, Fredrikstad, Hamar, Tromsø et Trondheim.

En Norvège, Capio a été la première société à réaliser des opérations de remplacement de la hanche et du genou en chirurgie ambulatoire.

- *Au Danemark*, segment opérationnel le plus récent de Capio, la société est présente dans quatre (4) des cinq (5) régions : la Région-Capitale, le Danemark du Sud, le Jutland du Nord et le Jutland Central.

Capio exerce son activité par l'intermédiaire de Capio CFR Hospitaler, un prestataire privé bien établi de soins primaires et spécialisés qui opère dans quatre (4) hôpitaux : deux (2) sont situés dans la région de Copenhague, un (1) à Odense sur l'île de Fyn et un (1) à Skørping dans le Jutland du Nord, et quatre (4) centres de radiologie. Capio CFR Hospitaler exerce son activité dans quatre (4) des cinq (5) régions du Danemark. Les soins médicaux sont financés presque entièrement par des compagnies d'assurance privées, des associations et des patients finançant eux-mêmes leurs soins.

1.1.3.2 Capiro France

En France, Capiro se positionne comme *leader* dans certaines régions grâce à une présence dans sept régions, dont les régions situées autour de Paris, Lyon et Toulouse, qui connaissent une croissance rapide.

Les 22 cliniques du segment (dont huit (8) cliniques équipées de services d'urgence, deux (2) cliniques spécialisées en rééducation et une (1) clinique ambulatoire) proposent une large gamme de traitements, principalement en médecine, chirurgie et obstétrique, et sont gérées sous accréditation régionale par les Agences Régionales de Santé (ARS). Capiro France emploie environ 5.500 personnes (41 % de l'effectif total du groupe Capiro) et soigne environ 770.000 patients par an (*Source : Capiro*).

Avec un chiffre d'affaires réalisé de 5,4 milliards de couronnes suédoises au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 (environ 564 millions d'euros sur la base d'un taux de change moyen EUR / SEK de 9,63 sur l'année 2017), la France est le deuxième segment le plus important de Capiro (35 % du chiffre d'affaires du groupe Capiro) (*Source : Capiro*).

En France, les activités sont centrées sur les soins hospitaliers plutôt que sur les soins primaires. Les cinq (5) plus grands hôpitaux de Capiro en France sont gérés par une équipe de direction, avec à sa tête le directeur pays France. La plupart des hôpitaux en France étant conçus pour des interventions médicales complexes, Capiro peut réaliser tous les traitements médicaux autorisés dans le pays.

La stratégie de Capiro en France consiste à regrouper les établissements pour tirer parti de la consolidation et de la fusion des centres de soins. Les plus petits hôpitaux doivent se concentrer sur un nombre réduit de spécialités pour améliorer la qualité, la productivité et les volumes, tandis que les fonctions centrales comme l'informatique et les achats sont optimisées au niveau des plus grands hôpitaux.

Implantation géographique de Capiro en France (2017)

● Soins aigus	20
● Rééducation	1
● Psychiatrie	1
Total	22



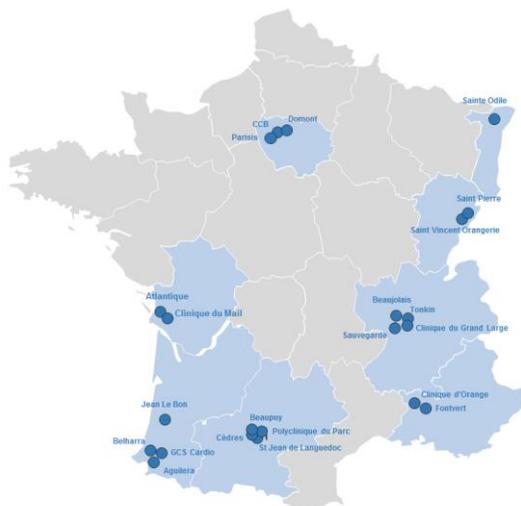
Source : Capiro

Capiro France a un historique solide en matière de performance médicale, la société ayant mis en œuvre plusieurs techniques de chirurgie pionnières et des opérations innovantes de chirurgie ambulatoire lourde (première colectomie au monde, premier remplacement du genou et de la hanche en France, première implantation d'une valve aortique par voie percutanée (TAVI) en France).

Les activités de Capiro sont centrées sur trois zones clés, Paris et l'Île-de-France, Lyon et Toulouse, marquées par des niveaux élevés de consommation de services de santé. Il est prévu que Capiro renforce sa position en France avec

L'ouverture de nouveaux établissements : la Clinique Croix du Sud à Toulouse, une nouvelle clinique regroupant les activités de la Clinique Saint Jean Languedoc et de la Polyclinique du Parc. Capiro participe également au projet Medipole Lyon-Villeurbanne en partenariat avec la Mutualité Française pour créer un établissement de santé unique avec 708 lits et tous les traitements médicaux disponibles.

Les établissements Capiro en France (2017)



Source: Capiro.fr

1.1.3.3 Capiro Allemagne

En Allemagne, Capiro exerce son activité à travers cinq (5) hôpitaux généralistes, dont l'un est spécialisé dans la rééducation et les soins infirmiers, proposant chacun une large gamme de soins d'urgence et de soins programmés, ainsi que quatre (4) cliniques spécialisées en chirurgie veineuse et en ophtalmologie et sept (7) cliniques ambulatoires. Ces activités sont actuellement réparties dans sept (7) états fédéraux différents, et Capiro construit actuellement des réseaux locaux dans lesquels des hôpitaux généralistes et des cliniques spécialisées travaillent en étroite collaboration avec les cliniques ambulatoires spécialisées de Capiro.

Capiro Allemagne occupe une position forte sur le marché de la chirurgie veineuse (soins avec hospitalisation) grâce à quatre (4) cliniques spécialisées. Capiro Allemagne dispose de fortes perspectives de croissance en ophtalmologie (cataracte / dégénérescence maculaire), depuis l'acquisition de la clinique spécialisée Augenklinik Universitätsallee à Brême en mars 2017.

Capiro Allemagne emploie environ 1 250 personnes (9 % de l'effectif total du groupe Capiro), et soigne 250 000 patients par an (Source : Capiro).

1.1.3.4 Le fonctionnement et le financement du système de soins de Capiro

Le chiffre d'affaires du groupe Capiro au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 provenait à hauteur de 87 % de financements publics (Source : Capiro). Pour qu'un opérateur privé de services de soins et de santé puisse bénéficier de financements publics dans les pays scandinaves, un accord doit être conclu avec l'autorité gouvernementale compétente du pays concerné. Cet accord peut alors prendre la forme (i) d'un contrat soumis à appel d'offre, ou (ii) d'une licence ou autorisation concédée à l'établissement concerné.

En Suède, la tarification est fixée ou régie par les autorités de tutelle nationales ou régionales (les comtés). Ainsi les tarifs sont régulés par les pouvoirs publics pour l'ensemble des soins fournis par Capio dans le cadre de son activité. En effet, en fonction des activités, un système de capitation, un système de dotation globale, ou un système d'appel d'offre s'applique.

En Suède plus particulièrement, Capio gère 83 centres de soins primaires, dont l'activité est fortement liée au nombre de patients inscrits dans les registres de ces mêmes centres. Le mode de financement principal est ainsi basé sur une approche par capitation, un montant est défini par patient inscrit, selon son profil et ses antécédents médicaux. Les montants attachés aux patients enregistrés auprès des centres Capio sont versés mensuellement par les autorités sanitaires locales. Un reste à charge, fixé par les autorités est laissé à la charge des patients, il est essentiellement constitué du prix des médicaments. Un règlement à l'acte peut être effectué dans des cas très spécifiques et limités. En outre, des subventions peuvent également être accordées en cas d'atteinte d'objectifs précédemment négociés avec les tutelles.

Les centres de soins spécialisés (43 au sein du périmètre de Capio en Suède), sont principalement financés par un système de dotation globale, un budget alloué par les tutelles en fonction du produit médical proposé et des typologies de prise en charge est versé chaque mois. Certains comtés proposent, en complément, selon les spécialités, un mode de règlement à l'acte. Comme pour les soins primaires, les établissements spécialisés sont éligibles à des primes sur objectifs.

Les hôpitaux du groupe Capio et notamment l'hôpital de St Göran à Stockholm, bénéficient d'un financement mixte, composé majoritairement d'un paiement à l'acte mais aussi d'enveloppes versées sur base d'indicateurs de qualité et d'indicateurs environnementaux.

Capio a remporté plusieurs contrats publics soumis à appel d'offre en Norvège et en Suède. Lors de ces appels d'offres, les participants sont évalués en fonction de différents critères tels que les prix qu'ils se proposent d'appliquer et la qualité de leurs services de soins et de santé. Bien que ces contrats ne contiennent pas de volume garanti des revenus escomptés, ils prévoient généralement un volume indicatif de revenus. Alors qu'en Suède ces contrats ont généralement une durée de cinq à sept ans (prorogations comprises), en Norvège ou au Danemark les durées sont généralement plus courtes (deux à quatre ans). Ces contrats sont utilisés par les autorités comme solution de renfort en cas de demande trop élevée dans le système de santé public. La tarification des services de soins et de santé fournis est alors indirectement fixée par les autorités de tutelle pendant la toute la durée du contrat.

Dans des systèmes soumis à licence ou autorisation, Capio peut demander à tout moment de se voir attribuer une licence ou une autorisation par les autorités de santé concernées pour la délivrance de certains traitements et en fonction d'une grille de tarifs spécifiquement prévue. De telles autorisations sont généralement valables jusqu'à décision contraire de l'autorité gouvernementale concernée ou peuvent être prorogées au cours d'un processus de réapprobation. Ce mécanisme de licences et autorisations s'est développé dans les pays scandinaves avec l'adoption du système de libre choix des services de santé permettant aux citoyens de choisir librement entre des prestataires de santé privés ou publics. Ce système est devenu obligatoire en Suède pour les soins primaires en 2009, puis a progressivement été élargi à un certain nombre de traitements spécialisés. En Norvège, le système du libre choix du prestataire de santé a été introduit pour certains traitements spécialisés en 2015, toutefois peu d'opérateurs privés ont demandé à obtenir des licences ou autorisations compte tenu du faible niveau de remboursements fixé par les autorités.

Les revenus du groupe Capiro relèvent de deux catégories :

- les honoraires, lorsque le prix est fixé en fonction du traitement fourni ; et
- les forfaits, pour lesquels un montant fixe est fixé pour chaque patient affilié à un centre de soins primaires, indépendamment des traitements demandés et fournis.

En France et en Allemagne les revenus correspondent exclusivement à des honoraires. En Suède et en Norvège, les revenus correspondent à une combinaison d'honoraires et de forfaits.

Enfin, s'agissant des relations de Capiro avec ses praticiens, hormis le cas de la France et partiellement du Danemark où les médecins exercent via des contrats d'exercice libéral, les médecins des autres pays dans lesquels Capiro est implanté sont salariés et comptabilisés dans l'effectif total du groupe Capiro. Ils correspondent à titre indicatif à 11 % de l'effectif total du groupe Capiro (*Source : Capiro*).

En fonction de ces modalités d'exercice, le Groupe est ainsi exposé à différents types de risques de mise en jeu de sa responsabilité. Néanmoins, quelque soit le risque de responsabilité, le Groupe est assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de ses établissements. Les activités de Capiro en France sont couvertes par les polices souscrites par le Groupe, en particulier contre la responsabilité civile professionnelle médicale ou la responsabilité civile d'exploitation, en complément des polices obligatoirement souscrites par les praticiens du Groupe (voir la section 3.3 « *Couverture des risques* » du Document de Référence). En Allemagne comme au Danemark, les schémas de couverture des risques sont similaires et ont été mis en place par le Groupe. En Suède et en Norvège en revanche, la couverture des risques est assurée par un système public national. Ce système de couverture des incidents médicaux est financé par les contribuables. Il n'est alors pas nécessaire dans de tels systèmes de souscrire des polices d'assurances privées spécifiques complémentaires.

1.2. Présentation de l'Acquisition de Capiro

1.2.1 Etapes de l'Acquisition de Capiro

Le 13 juillet 2018, RGdS a lancé une offre publique d'achat visant l'ensemble des actions de la société Capiro, admises aux négociations sur le Nasdaq Stockholm (l'« **Offre** »). Le 8 octobre 2018, le prix de cette Offre a été porté de 48,5 à 58 couronnes suédoises par action, valorisant alors les actions de Capiro à approximativement 8.187 millions de couronnes suédoises, soit 783 millions d'euros (sur la base d'un taux de change EUR / SEK de 10,45 au 5 octobre 2018).

Le 26 octobre 2018, à l'issue de la période d'acceptation initiale de l'Offre, RGdS a annoncé qu'environ 96,01 % des actions de Capiro avaient été apportées à l'Offre, que toutes les conditions suspensives à la réalisation de l'Offre avaient été satisfaites et que celle-ci connaissait, en conséquence, une suite positive. RGdS a par la suite décidé de finaliser l'Offre et de prolonger la période d'acceptation jusqu'au 7 novembre 2018 afin d'offrir aux actionnaires restants de Capiro une possibilité supplémentaire d'apporter leurs actions à l'Offre. Au cours de la période d'acceptation prolongée, des actionnaires détenant environ 2,49 % du nombre total d'actions et des droits de vote de Capiro ont apporté leurs actions à l'Offre. Le règlement des actions apportées au cours de la période d'acceptation initiale a eu lieu le 7 novembre 2018, date à laquelle la Société a ainsi acquis le contrôle de Capiro, et le règlement des actions apportées au cours de la période d'acceptation prolongée le 15 novembre 2018.

Des actionnaires détenant un total de 139.050.816 actions, correspondant à environ 98,51 % du nombre total d'actions Capiro ont par conséquent accepté l'Offre, permettant à RGdS de détenir 98,51 % du capital de Capiro.

RGdS a initié une procédure de retrait obligatoire à l'égard des actions qu'elle ne détenait pas à l'issue de l'Offre et des obligations convertibles émises par Capio au profit de ses salariés le 30 avril 2016, conformément au Swedish Companies Act (Sw. aktiebolagslagen (2005:551)). Dans le cadre de cette procédure de retrait obligatoire, Capio a initié la procédure de radiation des actions Capio du Nasdaq Stockholm qui est intervenue le 28 novembre 2018.

1.2.2 Logique stratégique de l'Acquisition de Capio

Le plan stratégique de RGdS a pour objectif de positionner le Groupe comme un acteur incontournable des services de soins d'ici 2020. L'Acquisition de Capio s'inscrit pleinement dans les axes de ce plan de développement stratégique en positionnant idéalement le nouvel ensemble pour générer de solides perspectives de croissance, saisir de nouvelles opportunités et devenir un *leader* de l'innovation technologique et médicale.

Ce plan stratégique est fondé sur 4 axes clés :

- *La digitalisation de la relation entre les patients et les médecins* : RGdS et Capio bénéficient chacun d'une solide expertise dans la fourniture de solutions digitales efficaces. La combinaison du portail de services Ramsay et la connaissance approfondie de Capio des applications digitales renforceront les capacités d'innovation de RGdS.
- *L'optimisation des services et de la structure du Groupe* : alors que les gouvernements européens cherchent à réduire les dépenses de santé en exerçant davantage de pression sur les fournisseurs de soins, l'Acquisition de Capio permettra de générer des synergies et des économies d'échelles de la structure de coûts conduisant à une amélioration des marges financières du Groupe.
- *La mise en place d'une offre de santé innovante vis-à-vis des patients et des médecins* : Capio a été un pionnier dans le déploiement de la médecine moderne. RGdS et Capio sont tous deux fortement reconnus pour la qualité de leurs prestations de soins et de santé.
- *Le recrutement et le maintien des talents, notamment parmi les médecins, grâce au développement de compétences médicales de pointe et la construction de parcours de carrière* : grâce à leur forte notoriété, à leur conseil d'administration chevronné et à leurs équipements modernes, RGdS et Capio ont tous les deux une forte capacité à attirer de nouveaux talents et à leurs fournir les outils leur permettant d'améliorer leurs compétences professionnelles.

Le rapprochement de Capio et de RGdS, en adéquation avec cette stratégie, permet la création d'un Groupe unique avec de nombreux points forts spécifiques et attractifs :

- un *leadership* européen et une volonté de fournir des services de soins et de santé de qualité ;
- un portefeuille d'activités équilibré grâce à une diversification géographique et l'accès à une base de patients élargie ;
- une pénétration de marchés attractifs et une présence dans des marchés de taille significative avec d'importants leviers de croissance ; et

- un modèle de soins innovant marqué par une expertise de premier niveau en termes de spécialisation des soins et du déploiement d'une médecine moderne dans l'intérêt des patients et de la collectivité, ainsi qu'une expertise et une connaissance approfondies dans la digitalisation appliquée à la santé.

En résumé, le nouvel ensemble formé par le rapprochement entre RGdS et Capiro se positionnera comme l'un des *leaders* pan-européens des services de soins et de santé privés, avec une empreinte géographique équilibrée et la capacité d'offrir aux patients une proposition de valeur attrayante grâce à la combinaison de son expertise sur toutes les spécialités médicales et d'un modèle de soins innovant. Le Groupe combiné assurera un service innovant et de qualité à ses patients et offrira un environnement professionnel attractif pour les médecins et collaborateurs.

L'une des priorités de RGdS est la qualité de la prise en charge des patients dans ses établissements et l'efficacité du parcours de soins. Capiro partage ces valeurs et RGdS est confiant sur sa capacité à construire un Groupe puissant en partenariat avec l'équipe de direction de Capiro. RGdS apprécie la valeur des cadres dirigeants et employés de Capiro, reconnaît que leur talent et leur engagement sont constitutifs du succès historique et futur de Capiro, et a donc l'intention de s'appuyer sur leur soutien et leur expertise. A ce stade, RGdS n'anticipe pas que l'Acquisition de Capiro ait d'impact significatif sur les employés de Capiro ou de RGdS, y compris en ce qui concerne les conditions d'emploi et les sites où Capiro exerce son activité.

1.2.2.1 La création d'un des leaders pan-européens

L'Acquisition de Capiro assure au Groupe une présence largement renforcée sur le marché européen. Elle permet au Groupe regroupant RGdS et Capiro de se positionner comme l'un des *leaders* pan-européens des services de soins et de santé privés, avec un chiffre d'affaires *pro forma* de 3,8 milliards d'euros et un excédent brut d'exploitation *pro forma* (avant synergies) de 367,5 millions d'euros sur l'exercice clos au 30 juin 2018 (sur la base d'un taux de change moyen EUR / SEK de 9,915 sur l'exercice clos le 30 juin 2018) (cf. chapitre 3 « *Informations financières pro forma* »). Le nouvel ensemble deviendra l'un des principaux opérateurs de l'hospitalisation privée avec une présence dans six pays européens et une position de premier plan en France et en Suède, plus de 20 millions de patients et ayant pour priorité l'excellence médicale et opérationnelle.

1.2.2.2 Un portefeuille d'activités équilibré grâce à une diversification géographique

L'Acquisition de Capiro reflète la stratégie de RGdS, qui consiste à mener une expansion internationale. Capiro jouit de positions fortes dans le marché des pays scandinaves, grâce à des établissements situés en Suède, en Norvège et au Danemark. Le segment des pays scandinaves représente le segment opérationnel le plus important de Capiro en termes de chiffre d'affaires. Capiro détient également une présence limitée en Allemagne. Surtout, l'Acquisition de Capiro va permettre de renforcer la présence de RGdS sur le marché français. Ainsi, le Groupe deviendra un fournisseur européen majeur de services de soins, grâce à un large réseau de 300 établissements, dont des hôpitaux, des centres de soins primaires et des cliniques spécialisés.

L'élargissement de la base de patients et la forte notoriété de RGdS et de Capiro permettront au nouvel ensemble d'accéder à une base de patients élargie et de gagner des parts de marché.

Le Groupe bénéficie grâce à l'Acquisition de Capiro d'un portefeuille d'activités équilibré réparti dans six pays, avec de fortes positions en France et dans les pays scandinaves.

L'Acquisition de Capiro permet de créer une plateforme de croissance au niveau européen, et la diversification géographique du Groupe contribuera à mitiger les risques réglementaires auxquels le Groupe est exposé, en particulier en France, où les autorités ont réduit les dépenses de santé publique en procédant à la diminution des tarifs des prestations.

1.2.2.3 La pénétration de marchés attractifs avec d'importants leviers de croissance

L'Acquisition de Capio représente également l'opportunité de pénétrer de nouveaux marchés attractifs, dans lesquels Capio détient des positions de premier plan. Les dépenses de santé dans les pays scandinaves ont augmenté à un rythme soutenu ces dix dernières années, et le Groupe pourra s'appuyer sur des leviers de croissance sous-jacente importants, pilotés par différents facteurs :

- L'espérance de vie continue d'augmenter dans les pays scandinaves, concourant à une augmentation du nombre de personnes nécessitant des soins notamment inhérents aux pathologies d'une population âgée, à la fois en valeur absolue et en proportion de la population.
- Les changements de mode de vie ont des conséquences de plus en plus sensibles sur l'état de santé général des populations et font apparaître une augmentation significative des pathologies physiques ou mentales à moyen et long terme, liées en particulier à la malnutrition, à la pollution et au stress, qui exigent des traitements et des soins préventifs ou curatifs et récurrents.
- D'un autre côté, les progrès de la médecine et des technologies entrant dans la production des soins permettent de proposer de nouveaux traitements qui renforcent l'importance du secteur des services de soins, en particulier médicaux, parce qu'ils requièrent une prise en charge qu'offrent les établissements de soins et leurs plateaux techniques dédiés.

RGdS va également bénéficier de perspectives positives concernant le secteur des services de santé privés dans les pays scandinaves. Même si la part du secteur privé dans les services de santé est relativement réduite dans les pays scandinaves, le secteur a connu une croissance soutenue ces dix dernières années, renforcée à la fois par des réformes politiques et les conditions macro-économiques.

En outre, moteur de l'innovation et de la création de valeur dans la santé, le secteur privé continue de bénéficier de l'externalisation des prestations de soins par les gouvernements locaux. Le nouvel ensemble constituera une plateforme exceptionnelle pour intensifier le mouvement de consolidation de l'industrie. Des économies d'échelle supplémentaires, une attractivité pour les médecins et les autorités réglementaires, une optimisation à l'échelle locale et la création de centres de santé spécialisés seront sources de création de valeur et permettront d'améliorer la qualité des services hospitaliers à terme.

1.2.2.4 Le rapprochement de deux entreprises innovantes

Capio est pionnier dans la mise en place et le déploiement de la médecine moderne (notamment la chirurgie de remplacement de la hanche et du genou), qui permet à la société de faire évoluer des soins nécessitant une hospitalisation (au moins une nuit à l'hôpital) vers des soins ambulatoires (visites d'une journée), réduisant ainsi la durée moyenne des temps de séjours, grâce à l'accent mis sur la productivité et une offre de soins alliant qualité et volume d'actes important. Disposant d'une expertise de premier niveau en termes de spécialisation des soins, Capio a par ailleurs réussi le transfert des soins facultatifs vers des cliniques spécialisées indépendantes.

Ces expériences et savoir-faire de Capio peuvent être pleinement déployés en France comme dans d'autres marchés, dans un contexte où les modèles de remboursement des soins de santé se transforment et où les initiatives permettant une médecine moderne sont davantage recherchées par les payeurs.

RGdS pourra aussi s'appuyer sur l'expertise et la connaissance approfondies de Capio dans la digitalisation en bénéficiant notamment de la récente mise en service de « Capio Go » (consultations digitales) et « Better Visits »

(préparation des rendez-vous physiques en centre de proximité). « Capiro Go », la plateforme en ligne de Capiro, lancée en mai 2017, propose aux patients un bilan médical en ligne. Les patients ont la possibilité de discuter avec un médecin après avoir rempli un formulaire décrivant leurs symptômes et d'obtenir une évaluation médicale, des recommandations et les ordonnances nécessaires. Capiro a reçu le prix de « l'Innovateur de l'année » du secteur de la santé en Suède en 2018. RGdS pourra accélérer sa stratégie de digitalisation et d'innovation, par exemple par le développement d'une offre de télémedecine et de consultations digitales sur son nouveau portail de services « Ramsay Services », qui permet des inscriptions en ligne avant une hospitalisation.

1.2.2.5 Des activités très complémentaires en France

Après le segment des pays scandinaves, la France est le deuxième segment opérationnel de Capiro le plus important en termes de chiffre d'affaires. Capiro a une forte présence en France, où la société est un opérateur privé important et se positionne comme l'un des *leaders* dans certaines régions.

Le rapprochement avec Capiro apporte une couverture géographique complémentaire à RGdS en renforçant la présence locale dans les territoires où RGdS est déjà implantée, notamment dans les régions Rhône-Alpes, Aquitaine et Île-de-France tout en étendant une offre de soins à d'autres parties de la métropole, en particulier en Nouvelle-Aquitaine.

1.2.2.6 Un potentiel de synergies significatives avec une offre complète sur l'ensemble de la chaîne de valeurs

L'Acquisition de Capiro par RGdS représente une opportunité unique de création de valeur pour les actionnaires du Groupe. Elle permettra de générer des synergies et des économies d'échelles de la structure de coûts conduisant à une amélioration des marges financières du Groupe.

Grâce notamment, à la mutualisation des achats, au partage des bonnes pratiques et à l'optimisation de la structure de coûts, il est prévu que le nouvel ensemble permette des synergies avant impôts d'environ 20 millions d'euros, dont la majorité devrait être réalisées d'ici deux à trois ans et le reste après réalisation de l'intégration de Capiro au sein de RGdS. Les coûts liés à la mise en œuvre des synergies sont estimés à 7 millions d'euros.

Les deux sociétés ont des structures opérationnelles complémentaires, qui permettent de fournir des services de soins et de santé de qualité, pour chaque patient tout au long de la chaîne de valeur, grâce à des employés de talents et des solutions innovantes, et qui permettent notamment la réduction du temps de rétablissement et la réduction des temps de séjours.

1.2.2.7 Perspectives d'avenir

La fin de l'année 2018 a été marquée par l'Acquisition de Capiro par le groupe RGdS. La stratégie du nouvel ensemble ainsi que les synergies escomptées sont décrites aux sections 1.2.2 « *Logique stratégique de l'Acquisition de Capiro* » et 1.2.2.6 « *Un potentiel de stratégies significatives avec une offre complète sur l'ensemble de la chaîne de valeurs* » de la présente Actualisation. Le début de l'année 2019 reste marqué par la persistance de la pression tarifaire qui impacte durablement les établissements du groupe RGdS comme l'ensemble des opérateurs de l'hospitalisation privée. Cette pression existe également dans les établissements de Capiro France et de Capiro Scandinavie. Néanmoins, grâce à l'implication de ses collaborateurs et à la confiance de ses praticiens libéraux, le Groupe conserve un socle solide et continue de conforter sa position de *leader* de l'hospitalisation privée en développant son attractivité vis-à-vis des patients, en assurant constamment qualité et sécurité à leur profit. Dans un contexte économique morose, le Groupe, par sa taille, la qualité de ses implantations et une politique d'investissement efficiente, vise une progression annuelle de plus de 1% du nombre des patients pris en charge. Par

une juste allocation de ses ressources financières, un pilotage des rendements attendus pour ses grands projets d'investissement, le Groupe entend améliorer ses ratios d'endettement.

1.2.3 Financements mis en place dans le cadre de l'Acquisition de Capio

RGdS a sécurisé le financement de l'Acquisition de Capio grâce à (i) l'émission d'obligations subordonnées souscrites par ses deux actionnaires majoritaires, Ramsay Health Care (UK) et Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole (« **Predica** »), à hauteur de 550 millions d'euros, et (ii) la mise en place d'un prêt à terme d'un montant maximum de 750 millions d'euros, dont les prêteurs initiaux sont Crédit Agricole Corporate & Investment Bank et Société Générale, et qui prend la forme d'une ligne de crédit additionnelle (l'« **Incremental Facility** ») mise en place dans le cadre du Contrat de Crédits 2014, tel qu'amendé (le « **Contrat de Crédits 2014** »), présenté à la section 2.3.3 « *Comptes sociaux de la Société* » du Document de Référence aux pages 98 et 99 et à la section 2.4.1 « *Financements* » du Document de Référence aux pages 116 à 118. Ainsi, conformément aux termes du Contrat de Crédits 2014, cette ligne de crédit additionnelle est régie d'une part par le Contrat de Crédits 2014 lui-même, au même titre que les autres lignes de crédit déjà existantes et d'autre part, pour ce qui concerne les modalités propres à la nouvelle ligne (conditions financières, maturité, modalités de tirage, etc...), par une *Incremental Facility Notice* en date du 13 juillet 2018, telle qu'amendée et réitérée.

Pour rappel, l'une des principales caractéristiques du Contrat de Crédits 2014 est l'adoption d'une structure « *cov-lite* » : le test systématique sur une base semestrielle du ratio de levier, défini comme le rapport de l'endettement financier net sur l'excédent brut d'exploitation, sous réserve de retraitements et d'ajustements prévus par la documentation contractuelle (le « **Ratio de Levier** »), a été supprimé, et remplacé par un test se déclenchant uniquement dans l'hypothèse où, à une date de fin de semestre donnée, plus de 40 % de la ligne RCF (*revolving credit facility* d'un montant total de 100 millions d'euros) est tirée. Dans ce cas, le Contrat de Crédits 2014 impose de respecter un Ratio de Levier maximum de 5,00:1, étant entendu que cet engagement ne concerne que les prêteurs au titre de la ligne RCF. Si ce Ratio de Levier de 5,00:1 n'est pas respecté, les prêteurs au titre de la ligne RCF peuvent déclarer l'exigibilité anticipée de la ligne RCF, sauf s'il est remédié au défaut (soit par voie de remboursement de la ligne RCF et de retour en-dessous de 40% d'encours de la ligne RCF, soit par voie d'injection de nouvelles liquidités par les actionnaires). Dans l'hypothèse où (i) il ne serait pas remédié au défaut de respect du Ratio de Levier, (ii) les prêteurs au titre de la ligne RCF décideraient de ce fait d'accélérer l'exigibilité de la ligne RCF, et (iii) RGdS ne serait pas en mesure de payer les sommes dues aux prêteurs au titre de la ligne RCF du fait de cette exigibilité anticipée, il en résulterait un cas de défaut de paiement constituant un cas d'exigibilité au titre de l'ensemble des facilités au titre du Contrat de Crédits 2014, en ce compris l'*Incremental Facility*.

A la date de la présente Actualisation, la ligne RCF n'étant pas tirée, la Société n'est donc pas tenue d'effectuer un test de calcul du Ratio de Levier aux fins de vérifier le maximum de 5,00:1.

Le respect d'un certain niveau de Ratio de Levier est par ailleurs une condition d'autorisation de certaines opérations :

- afin de pouvoir procéder à une opération de croissance externe pour un prix d'acquisition supérieur à 30 millions d'euros, le Contrat de Crédits 2014 impose de respecter un Ratio de Levier pro forma de l'acquisition maximum de 4,50:1 ;
- afin de pouvoir mettre en place une ligne de crédit additionnelle (*Incremental Facility*), le Contrat de Crédits 2014 impose de respecter un Ratio de Levier maximum de 4,50:1 ;

- afin de pouvoir réaliser des opérations de « debt buy-back » (à savoir l’acquisition par RGdS de sa propre dette au titre du Contrat de Crédits 2014) : le Contrat de Crédits 2014 impose de respecter un Ratio de Levier maximum de 5,00:1 ; et
- afin de pouvoir rembourser la créance d’un *Non-Consenting Lender* ou d’un *Non-Funding Lender*, le Contrat de Crédits 2014 impose de respecter un Ratio de Levier maximum de 4,00:1.

Enfin, le Ratio de Levier détermine le niveau des marges applicables aux lignes de crédit mises à disposition du groupe RGdS au titre du Contrat de Crédits 2014, ainsi que le montant d’excédent de trésorerie qui doit être affecté annuellement au remboursement anticipé obligatoire du Contrat de Crédits 2014 (par exception au principe du remboursement *in fine*) et le montant des distributions aux actionnaires autorisées.

S’agissant des distribution aux actionnaires, celles-ci sont autorisées (sous réserve de l’absence de cas de défaut) dans les limites ci-dessous :

- tant que le Ratio de Levier est supérieur à 3,50:1, le plus faible montant entre (i) 5 millions d’euros et (ii) 33% du *Retained Excess Cash Flow* ;
- quand le Ratio de Levier est inférieur ou égal à 3,50:1 mais supérieur à 3,00:1, 50% du *Retained Excess Cash Flow* ;
- sans limite quand le Ratio de Levier est inférieur ou égal à 3,00:1,

où *Retained Excess Cash Flow* correspond à la trésorerie disponible (*Excess Cash Flow* tel que ce terme est défini dans le Contrat de Crédits 2014) résiduelle après remboursement anticipé obligatoire du Contrat de Crédits 2014 tel que rappelé ci-dessus.

Pour rappel, RGdS n’a distribué aucun dividende au cours des trois derniers exercices. Compte tenu de l’affectation prioritaire des cash flows du Groupe à son désendettement prévue aux termes du Contrat de Crédits 2014 et, le cas échéant, à ses investissements, le Groupe ne prévoit *a priori* pas de distribuer des dividendes dans un avenir proche.

Il est précisé que l’Acquisition de Capiro et les financements mis en place dans le cadre de l’Acquisition de Capiro n’ont pas remis et ne remettent pas en cause le respect des engagements souscrits par la Société dans le cadre de sa documentation bancaire décrits à la section 2.4.1 « *Financements* » du Document de Référence. Le Contrat de Crédits 2014 prévoit en effet la possibilité d’y insérer de nouvelles lignes en vue de financer des acquisitions, sous réserve du respect des conditions qui y sont stipulées.

L’Acquisition de Capiro et la mise en place de la ligne de crédit additionnelle susvisée (*Incremental Facility*) ont respecté les critères requis pour être autorisées au titre du Contrat de Crédits 2014 (notamment, s’agissant de l’*Incremental Facility*, le test de Ratio de Levier : au 30 juin 2018, le Ratio de Levier (hors synergies) *pro forma* du Groupe, post-Acquisition de Capiro, en tenant compte des lignes de crédit régies par le Contrat de Crédits 2014, tirées à cette date pour un montant de 880 millions d’euros et de l’*Incremental Facility* pour un montant total de 750 millions d’euros, était de 4,03:1 (à comparer à 4,50:1 comme précisé ci-dessus).

$$\text{Ratio de Levier} = \frac{1\,480,6}{367,5} = 4,03$$

A la date de la présente Actualisation, RGdS n’a pas identifié de risque particulier lié au non respect de ses obligations au titre du Contrat de Crédits 2014, du fait de l’acquisition de Capiro et de la mise en place des financements d’acquisition précités et de l’accroissement consécutif de son endettement.

A titre d'information, à la date du 31 décembre 2018, le Ratio de Levier, calculé selon les règles du Contrat de Crédits 2014 et en prenant en compte la réalisation de l'augmentation de capital envisagée, s'établit à 4,38:1¹.

Les obligations subordonnées et l'*Incremental Facility* décrits ci-dessus ont été dimensionnés pour couvrir le prix d'acquisition de 100 % des actions à acquérir dans le cadre de l'Offre et du retrait obligatoire initié ultérieurement, le refinancement de la dette de Capiro, dont le montant estimé au 31 décembre 2018 s'élevait à 465,4 millions d'euros et les coûts d'opération associés.

Les obligations subordonnées d'un montant de 550 millions d'euros souscrites par Ramsay Health Care (UK) et Predica, respectivement à hauteur de 313.527.459 euros et 236.472.541 euros, le 31 octobre 2018 ont pour objet de (i) payer ou refinancer le prix d'acquisition des titres de Capiro apportées dans le cadre de l'Offre ou sur le marché, y compris dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de retrait obligatoire, (ii) payer ou refinancer les coûts afférents à l'Offre et (iii) refinancer certains endettements du groupe Capiro à l'égard de tiers et payer tous frais de rupture bancaires, primes de remboursement et autres coûts susceptibles d'être dus en raison de ce refinancement.

Libellées en euros, ces obligations comportent (i) une date d'échéance à sept ans, au 30 avril 2025 et (ii) un cas de remboursement anticipé obligatoire par compensation de créances dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société. Elles donnent lieu au paiement d'intérêts capitalisés calculés à un taux fixe de 3,125 % par an. Ces obligations ne sont pas assorties de sûretés et sont subordonnées en principal et intérêts à toute autre dette présente ou future de la Société, en ce compris aux sommes dues au titre du Contrat de Crédits 2014.

RGdS a l'intention de refinancer l'intégralité des obligations subordonnées par une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires d'un montant envisagé s'établissant à environ 620 millions d'euros. RGdS a reçu de la part de ses deux actionnaires majoritaires, Ramsay Health Care (UK) et Predica, des engagements irrévocables de souscrire aux actions nouvelles émises dans le cadre de l'augmentation de capital pour un montant minimum de 550 millions d'euros, par voie de compensation de créances avec les créances certaines, liquides et exigibles qu'ils détiennent sur la Société au titre des obligations subordonnées ayant servi au financement de l'Acquisition de Capiro, en exerçant à titre irréductible, les droits préférentiels de souscription qui leur seront attribués sur la base de leurs actions existantes dans le cadre de l'augmentation de capital.

L'*Incremental Facility* susvisée de 750 millions d'euros se décompose en deux tranches :

- une tranche B3A ayant pour objet de financer ou refinancer (i) l'acquisition des actions Capiro apportées dans le cadre de l'Offre et celles faisant l'objet de la procédure de retrait obligatoire, (ii) des achats d'actions de Capiro sur le marché, et (iii) tous les coûts associés, tirée par la Société le 31 octobre 2018 à hauteur de 265.572.137 euros ; et
- pour le reliquat, une tranche B3B ayant pour objet de refinancer ou acquérir la dette existante de Capiro et de ses filiales et le paiement des frais associés, dont 415.000.000 euros ont été tirés par la Société le 2 janvier 2019. Le solde de cette tranche, qui s'élève à 69.427.863 euros, a été tiré par la Société le 22 janvier 2019, pour les besoins de refinancements résiduels de la dette de Capiro.

¹ Le niveau de ce Ratio de Levier (pour rappel, défini comme le rapport de l'endettement financier net sur l'excédent brut d'exploitation, sous réserve de retraitements et d'ajustements prévus par la documentation contractuelle) a ainsi été calculé à partir d'agrégats comptables (endettement financier net, excédent brut d'exploitation) retraités d'éléments spécifiques conformément aux termes du Contrat de Crédits 2014. Il ne peut donc être calculé directement à partir desdits agrégats comptables.

Libellée en euros, l'*Incremental Facility* est remboursable à sa date d'échéance fixée au 22 octobre 2024. Elle constitue un engagement senior assorti de sûretés et venant au même rang que les autres lignes de crédit de la Société. Elle donne lieu au paiement d'intérêts calculés à un taux variable correspondant à l'Euribor (avec un plancher à 0 %) plus une marge de 300 points de base, pouvant être ajustée à la baisse en fonction du niveau du Ratio de Levier. En effet, dès lors que le niveau de Ratio de Levier se situe à un niveau égal ou inférieur à 3,50:1, la marge de 300 points de base peut être diminuée jusqu'à un minimum de 225 points de base en fonction du niveau du Ratio de Levier. Les modalités de l'*Incremental Facility* sont régies par les clauses du Contrat de Crédits 2014 et présentées à la section 2.4.1 « *Financements* » du Document de Référence aux pages 116 à 118.

Dans le cadre de cette *Incremental Facility*, la Société a consenti un nantissement de second rang sur les actions qu'elle détient dans sa filiale Compagnie Générale de Santé, représentant 100 % du capital social. Par ailleurs, conformément aux stipulations du Contrat de Crédits 2014, Capiro AB (*publ*) et Capiro Group Services AB ont adhéré au Contrat de Crédits 2014, en qualité de garants et des nantissements portant sur les actions de ces deux sociétés ont été consentis. Pour rappel, dans le cadre du Contrat de Crédits 2014, les titres des sociétés Compagnie Générale de Santé, Immobilière de Santé, Alphamed, Parly 2, Hôpital Privé Ouest Parisien, Pass, Medipsy, HPM et HPM Nord sont nantis (voir le paragraphe C « *Sûretés* » de la section 2.4.1 « *Financements* » du Document de Référence page 118).

A la suite de l'Acquisition de Capiro, il ressort des comptes consolidés semestriels présentés au chapitre 4 « *Résultats semestriels à fin décembre 2018* » de la présente Actualisation, en prenant en compte la réalisation de l'augmentation de capital envisagée ainsi que les tirages du solde de l'*Incremental Facility* intervenus en janvier 2019, que l'encours d'endettement financier net du Groupe au 31 décembre 2018 s'établirait ainsi à 1.633,4 millions² d'euros contre 2.252,5 millions d'euros (montant historique) au 31 décembre 2018 sur la base des comptes consolidés semestriels du groupe RGdS à cette date.

Compte tenu de ces hypothèses, l'endettement financier net du Groupe se déclinerait en effet de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2018				
	Total pré augmentation de capital	<i>Incremental Facility</i>	Remboursement de la dette de Capiro	Augmentation de capital	Total post augmentation de capital
Endettement financier net à moyen et long termes	1.481,5	484,4	(433,7)		1.532,2
Dettes financières courantes à court terme	1.087,4			(552,9)	534,5
Liquidités	(274,6)	(484,4)	433,7	(66,2)	(391,5)
Créances financières à court terme	(41,8)				(41,8)
Endettement financier net ⁽¹⁾	2.252,5 ⁽²⁾	0,0	0,0	(619,1)	1.633,4

² Ce montant tient compte d'une augmentation de capital d'un montant de 619,1 millions d'euros.

- (1) *L'endettement financier net présenté dans le présent tableau est fondé sur des hypothèses et estimations préliminaires de la Société et n'est présenté qu'à titre illustratif. Il ne constitue pas une indication de l'endettement financier net historique du Groupe à la date de la présente Actualisation. En effet, à cette date, le règlement-livraison de l'augmentation de capital envisagée ne sera pas intervenu.*
- (2) *Ce montant prend en compte l'endettement financier net de Capio à hauteur de 465,4 millions d'euros.*

Sur la base des comptes consolidés semestriels, au 31 décembre 2018, en prenant en compte la réalisation de l'augmentation de capital pour un montant total minimum de 619,1 millions d'euros (correspondant à une souscription par Ramsay Health Care (UK) et Predica par voie de compensation de leur créance totale de 550 millions d'euros augmentée des intérêts courus à hauteur de 2,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 et à l'exercice des droits préférentiels de souscription détachés des actions de la Société détenues par les autres actionnaires)³ ainsi que les tirages du solde de l'*Incremental Facility* intervenus en janvier 2019, la dette comprendrait, notamment, 1.532,2 millions d'euros d'emprunts et dettes financières non courants et 534,5 millions d'euros de dettes financières courantes. A la même date, la trésorerie du Groupe s'élèverait à 391,5 millions d'euros (équivalents).

Dans ce scénario, en prenant en compte la seule souscription de Ramsay Health Care (UK) Limited et Predica à l'augmentation de capital (à hauteur du montant de leurs créances détenues sur la Société au titre des obligations subordonnées ayant servi au financement de l'Acquisition de Capio), l'endettement financier net du Groupe au 31 décembre 2018 s'établirait à environ 1.700 millions d'euros.

Pour information, il ressort des comptes consolidés semestriels au 31 décembre 2018 présentés au chapitre 4 « *Résultats semestriels à fin décembre 2018* » de la présente Actualisation et des informations de la présente section, que l'endettement financier net au 31 décembre 2018 de RGdS se décompose entre les principaux financements suivants :

- les obligations subordonnées d'un montant principal de 550 millions d'euros (étant précisé que ces dernières ont vocation à être intégralement capitalisées dans le cadre de l'augmentation de capital envisagée) ;
- les lignes de crédit pré-existantes régies par le Contrat de Crédits 2014 (remboursables *in fine* le 3 octobre 2022 sous réserve des remboursements anticipés obligatoires prévus par le Contrat de Crédits 2014 notamment en fonction du montant d'excédent de trésorerie du Groupe), pour un montant agrégé de 880 millions d'euros, rémunérées au taux variable correspondant à l'Euribor (avec un plancher à 0 %) plus une marge qui, en fonction des lignes, s'établit à 312,5 points de base ou 275 points de base (étant précisé que les marges applicables aux différentes lignes peuvent évoluer à la baisse en cas de diminution du niveau du Ratio de Levier) à un niveau égal ou inférieur à 3,50:1, jusqu'à un minimum de 200 points de base en fonction du niveau du Ratio de Levier et des lignes concernées ;
- l'*Incremental Facility* (remboursable *in fine* à sa date d'échéance fixée au 22 octobre 2024 sous réserve des remboursements anticipés obligatoires prévus par le Contrat de Crédits 2014 notamment en fonction du montant d'excédent de trésorerie du Groupe) d'un montant total de 750.000.000 euros ;
- auxquels s'ajoutent notamment des emprunts en location financement pour un montant de 228,6 millions d'euros ainsi que d'autres emprunts auprès des établissements de crédit dont une fiducie sûreté pour 112,7 millions d'euros et des crédits hypothécaires pour 64,5 millions d'euros.

³ La différence entre le montant de 619,1 millions d'euros visé dans ce paragraphe et l'augmentation de capital d'un montant d'environ 625,1 millions d'euros mentionnée à la section 3.1.3.4 de la présente Actualisation vient de l'augmentation du montant des intérêts courus depuis l'émission des obligations subordonnées (2,9 millions d'euros au 31 décembre 2018, contre 7,9 millions d'euros au 15 avril 2019) et par conséquent de l'accroissement du montant de l'augmentation de capital dont la réalisation est prévue au 15 avril 2019 par rapport au scénario illustrant la réalisation de l'augmentation de capital à la date du 31 décembre 2018.

En prenant en compte la réalisation de l'augmentation de capital envisagée, l'endettement financier net au 31 décembre 2018 de la Société se décomposerait donc entre les financements susvisés à l'exception des obligations subordonnées qui auraient été capitalisées.

1.2.4 Gouvernance du Groupe suite à l'Acquisition de Capiro

L'assemblée générale des actionnaires de Capiro qui s'est tenue le 4 décembre 2018 a décidé de nommer un nouveau conseil d'administration de Capiro, composé de sept (7) membres, dont cinq (5) membres nouvellement élus.

A la suite de cette assemblée générale, le conseil d'administration de Capiro est ainsi composé de sept (7) membres :

- Monsieur Pascal Roché, *directeur général de Ramsay Générale de Santé,*
- Monsieur Arnaud Jeudy, *directeur financier de Ramsay Générale de Santé,*
- Monsieur Damien Michon, *directeur des opérations et du développement de Ramsay Générale de Santé*
- Madame Britta Wallgren, *directrice générale de Capiro Suède,*
- Monsieur Henrik Brehmer, *vice-président du groupe communications et affaires publiques de Capiro,*
- Monsieur Kevin Thompson, *administrateur représentant les salariés et*
- Monsieur Bengt Sparrelid, *administrateur représentant les salariés.*

Monsieur Pascal Roché assumera les responsabilités dirigeantes des activités de Capiro dans les pays scandinaves, en France et en Allemagne, et remplace l'ancien directeur général de Capiro, Monsieur Attila Vegh, qui a quitté ses fonctions au sein de la société Capiro le 10 décembre 2018.

A la date de la présente Actualisation, il n'est prévu aucun changement dans la gouvernance de la Société.

2. FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'ACQUISITION DE CAPIO

En complément du présent chapitre, les investisseurs sont invités à prendre en considération les facteurs de risques décrits au chapitre 4 « *Résultats semestriels à fin décembre 2018* » de l'Actualisation.

2.1. Risques liés à l'intégration des activités

RGdS et Capio sont deux entreprises de taille importante qui ont fonctionné de manière indépendante, avec des activités géographiquement dispersées, des cultures d'entreprises et des clientèles différentes ; elles disposent toutes deux d'une solide expérience dans l'acquisition d'autres entités et la réalisation des bénéfices qui en découlent grâce à des processus d'intégration efficaces. Malgré l'expérience dont dispose RGdS dans l'acquisition d'autres entités et la réalisation des bénéfices qui en découlent, le processus d'intégration de Capio comporte des incertitudes et des coûts qui lui sont inhérents. RGdS pourrait supporter des frais importants, des retards ou autres difficultés opérationnelles ou financières dans le cadre de l'intégration de Capio.

Les synergies et autres bénéfices attendus de l'Acquisition de Capio (notamment opportunité de croissance, optimisation des coûts et augmentation du chiffre d'affaires et des profits), pourraient ne pas se concrétiser comme prévu si RGdS n'était pas en mesure de dispenser ses services de soins et de santé aux patients de Capio, et vice versa, ou de mener à bien l'intégration des systèmes d'information et des processus opérationnels, de conserver les praticiens ou le personnel clé ou de faire face à la survenance d'événements, de circonstances, de contentieux ou d'obligations juridiques imprévues ou du fait de contraintes juridiques ou réglementaires, ou du fait d'une réaction négative des patients ou de fournisseurs suite à l'Acquisition de Capio. RGdS ne peut garantir que, suite à leur intégration dans le Groupe, les activités de Capio conserveront leur base de patients existants, généreront les marges ou les flux de trésorerie anticipés, ou permettront de bénéficier des synergies prévues ou autres avantages escomptés.

La finalisation de l'Acquisition de Capio a nécessité, et l'intégration réussie de Capio nécessitera, une implication forte des équipes de direction, ce qui pourrait affecter leur capacité à diriger leurs activités de manière efficace et détourner leur attention et leurs ressources d'autres opportunités stratégiques pendant la période d'intégration.

2.2. Risques liés à la non réalisation des synergies et autres bénéfices attendus

Les avantages attendus dans le cadre de l'Acquisition de Capio dépendront en partie du succès de l'intégration des activités de Capio avec celles de RGdS. Un des bénéfices attendus de cette intégration est d'accroître ses revenus grâce à des opportunités de croissance accrues et des économies d'échelles de la structure de coûts, en profitant des synergies devant résulter de l'Acquisition de Capio. Grâce notamment, à la mutualisation des achats, au partage des bonnes pratiques et à l'optimisation de la structure de coûts, l'Acquisition de Capio devrait permettre de réaliser des synergies avant impôts d'approximativement 20 millions d'euros dont la majorité devrait être réalisées d'ici deux à trois ans et le reste après réalisation de l'intégration de Capio au sein de RGdS. Les coûts liés à la mise en œuvre des synergies sont estimés à 7 millions d'euros (voir la section 1.2.2.6 « Un potentiel de synergies significatives avec une offre complète sur l'ensemble de la chaîne de valeurs » de la présente Actualisation).

Toutefois, aucune garantie ne peut être donnée que les synergies existent ou soient atteintes dans les délais prévus car la réalisation et la portée éventuelles des synergies attendues dépend de facteurs et d'hypothèses dont certains sont hors du contrôle de RGdS. La capacité de RGdS à réaliser les synergies de coûts attendues pourrait être compromise par la matérialisation d'un ou de plusieurs risques liés à l'activité du Groupe décrits dans le Document de Référence. Par ailleurs, les coûts engagés en vue de réaliser les synergies pourraient être plus élevés que prévus ou des coûts

additionnels imprévus, pourraient survenir, entraînant une réduction de valeur pour les actionnaires. L'incapacité à réaliser les synergies attendues ou à maîtriser les augmentations de coûts engendrés dans ce cadre pourraient avoir une incidence défavorable significative sur les activités de RGdS, son résultat opérationnel, sa situation financière et ses perspectives.

Afin de se prémunir contre les conséquences potentielles de ces risques liés à l'intégration des activités de Capio et à la non réalisation des synergies et autres bénéfices attendus de l'Acquisition de Capio, des équipes dédiées ont été mises en place pour assurer le suivi du processus d'intégration et veiller à sa bonne réalisation. RGdS a structuré son organisation et ses systèmes d'information pour réaliser au mieux l'intégration de Capio. RGdS a porté une attention particulière à l'implication et à la diffusion des valeurs communes du Groupe combiné à l'égard de toutes les parties prenantes de Capio (praticiens, directeurs d'établissements, employés, patients, administrations, fournisseurs de Capio). RGdS s'appuie, en partenariat avec l'équipe de direction de Capio, sur la valeur des cadres dirigeants et employés de Capio pour optimiser le succès d'une bonne intégration.

2.3. Risques liés au financement de l'Acquisition de Capio

RGdS a sécurisé le financement de l'Acquisition de Capio :

- (i) grâce à l'émission d'obligations subordonnées souscrites par ses deux actionnaires majoritaires, Ramsay Health Care (UK) et Predica, à hauteur de 550 millions d'euros, que RGdS a l'intention de refinancer par une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires pour laquelle RGdS a reçu de la part de Ramsay Health Care (UK) et Predica, des engagements irrévocables d'y souscrire pour un montant minimum de 550 millions d'euros, par voie de compensation de créances avec les créances qu'ils détiennent sur la Société au titre des obligations subordonnées ayant servi au financement de l'Acquisition de Capio, en exerçant à titre irréductible, les droits préférentiels de souscription qui leur seront attribués sur la base de leurs actions existantes ; et
- (ii) par la mise en place d'un prêt à terme d'un montant pouvant aller jusqu'à 750 millions d'euros, dont les prêteurs initiaux sont Crédit Agricole Corporate & Investment Bank et Société Générale, qui prend la forme d'une ligne de crédit additionnelle (*Incremental Facility*) mise en place dans le cadre du Contrat de Crédits 2014, et dont les termes sont régis par le Contrat de Crédits 2014 lui-même et une *Incremental Facility Notice* en date du 13 juillet 2018, telle qu'amendée et réitérée (voir la section 1.2.3 « *Financements mis en place dans le cadre de l'Acquisition de Capio* » de l'Actualisation).

A la suite de l'Acquisition de Capio, il ressort des comptes consolidés semestriels présentés à la section 4 « *Résultats semestriels à fin décembre 2018* » de la présente Actualisation, en prenant en compte la réalisation de l'augmentation de capital envisagée, que l'encours d'endettement financier net du Groupe au 31 décembre 2018 s'établirait ainsi à 1.633,4 millions⁴ d'euros contre 2.252,5 millions d'euros au 31 décembre 2018, et 965,2 millions d'euros au 31 décembre 2017 pour le groupe RGdS sur la base des comptes consolidés semestriels du groupe RGdS à ces dates.

En raison du niveau d'endettement accru découlant de l'Acquisition de Capio, RGdS pourrait se trouver dans l'obligation de consacrer une partie plus importante des flux de trésorerie provenant de ses activités opérationnelles au service de la dette, ce qui pourrait avoir des conséquences défavorables sur les résultats, la situation financière et les perspectives de RGdS.

⁴ Ce montant tient compte d'une augmentation de capital d'un montant de 619,1 millions d'euros.

Afin de maîtriser les risques liés à son endettement, de prévenir l'émergence de situations tendues et de prendre appui sur des améliorations de marché, RGdS procède à la gestion constante de son endettement. Il s'appuie pour cela sur le suivi attentif et rigoureux de sa Direction financière qui procède au suivi régulier de son risque de liquidité.

2.4. Risques liés aux ressources humaines suite à l'Acquisition de Capio

En dehors de l'évolution attendue des effectifs de Capio, incluant les départs prévus indépendamment de l'Acquisition de Capio (tels que des mouvements ou départs à la retraite), RGdS pourrait avoir des difficultés à conserver certains de ses praticiens, directeurs d'établissements, dirigeant ou personnel soignant clés ou ceux de Capio en raison d'incertitudes ou d'insatisfaction quant à leurs nouvelles fonctions au sein de l'organisation intégrée résultant de l'Acquisition de Capio. Dans le cadre du processus d'intégration, RGdS devra traiter des problématiques inhérentes à la gestion et à l'intégration d'un plus grand nombre d'employés ayant des parcours, des profils, des structures de rémunérations et des cultures distincts, ce qui pourrait perturber sa capacité à gérer ses activités comme prévu.

Afin de se prémunir contre ces risques, RGdS a porté une attention particulière à l'implication et à la diffusion des valeurs communes du Groupe combiné à l'égard de toutes les parties prenantes de Capio, et particulièrement de ses praticiens, directeurs d'établissements, dirigeants clés, personnels soignants et employés. Il veille à la mise en œuvre d'une politique de ressources humaines active, fondée sur un dialogue de qualité et à déployer un environnement de travail attractif.

2.5. Risques liés aux échanges limités avec Capio

Dans le cadre de l'évaluation de l'Acquisition de Capio, notamment de la détermination du prix d'acquisition, le Groupe s'est appuyé, sans avoir pu les vérifier, sur les informations que Capio, en tant que société cotée, a rendu publiques et ce, notamment au regard du fait qu'il n'y ait pas eu de travaux de *due diligence* conduits préalablement à l'Acquisition de Capio et que l'Offre de RGdS n'ait été recommandée que tardivement par le conseil d'administration de Capio. Le Groupe ne peut toutefois garantir que ces informations aient permis d'identifier ou évaluer correctement tous les problèmes, risques, difficultés ou passifs éventuels importants liés au groupe Capio, ou que d'autres facteurs de risque échappant au contrôle du Groupe ne surviendront pas à l'avenir. Si le Groupe n'a pu identifier ou évaluer correctement certains risques, il pourrait être exposé à d'importants passifs non divulgués de l'entreprise acquise et conduit à déprécier ou à céder des actifs, à restructurer des activités ou à supporter d'autres coûts, qui pourraient entraîner des pertes. Une telle situation pourrait conduire à une performance opérationnelle plus faible qu'anticipée, à une nécessité pour RGdS de restructurer ses opérations et à des difficultés supplémentaires dans la mise en œuvre du plan d'intégration.

L'ensemble de ces éléments pourrait avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe, ainsi que sur le cours de bourse des actions RGdS. En conséquence, les résultats consolidés du Groupe pourraient différer de manière significative par rapport aux résultats présentés dans les informations financières *pro forma* consolidées.

2.6. Risques relatifs aux clauses de changement de contrôle

Dans le cadre de ses activités, Capio est partie à des contrats qui peuvent contenir des clauses de changement de contrôle ou des clauses similaires qui soumettent la poursuite desdits contrats à l'approbation du cocontractant. Même si dans le cas des contrats de financements, les contreparties concernées de Capio ont été désintéressées dans le cadre du refinancement de la dette de Capio qui est intervenu début janvier 2019, s'agissant d'autres contrats ou accords, Capio pourrait ne pas être en mesure d'obtenir le consentement de certains cocontractants ou pourrait devoir renégocier des modalités qui pourraient être moins favorables que celles en vigueur afin d'obtenir leur consentement.

L'Acquisition de Capio pourrait entraîner la mise en œuvre (de manière effective ou alléguée) de certaines clauses de changement de contrôle de ce type, stipulant ou pouvant conduire à la résiliation anticipée des contrats qui les contiennent ou entraîner d'autres conséquences pouvant avoir un impact défavorable significatif sur la situation opérationnelle ou financière de RGdS.

Si un ou plusieurs de ces risques se matérialisent s'agissant de contrats importants pour l'activité de Capio, cela pourrait avoir une incidence significative sur les activités de RGdS, ses résultats opérationnels, sa situation financière et ses perspectives.

Afin de se prémunir contre les risques liés aux échanges limités et à la mise en œuvre de clauses de changement de contrôle, RGdS poursuit, depuis la prise de contrôle de Capio, des travaux de *due diligence* destinés à identifier tout problème, risque, difficulté ou passif éventuel qu'il aurait ignoré jusqu'ici ou qu'il n'aurait pas évalué correctement. Ces travaux permettent également d'identifier les éventuelles clauses de changement de contrôle et d'amorcer, le cas échéant, un dialogue avec les contreparties concernées de Capio.

2.7. Risques concernant les frais de transaction

RGdS et Capio ont encouru et vont continuer d'encourir des frais de transaction significatifs et d'autres coûts associés à l'Acquisition de Capio. Ces frais et coûts comprennent des frais et dépenses de financement, de conseils financiers, juridiques et comptables. Des coûts supplémentaires non anticipés pourraient être encourus dans le cadre de l'Acquisition de Capio.

Afin de maîtriser les frais de transaction et d'autres coûts associés à l'Acquisition de Capio, RGdS s'appuie sur le suivi rigoureux et attentif de ces coûts par sa Direction financière qui procède régulièrement à l'évaluation et à la provision de ces frais.

2.8. Risques de change et apparition de plusieurs devises dans les comptes du Groupe consécutifs à l'Acquisition de Capio

RGdS présente ses états financiers en euros et aucune entité de *reporting* de RGdS n'a une devise fonctionnelle différente de l'euro. L'Acquisition de Capio fera apparaître dans les comptes du Groupe des revenus libellés en d'autres devises, et notamment en couronne suédoise, couronne danoise et couronne norvégienne. L'Acquisition de Capio fera donc apparaître une exposition aux taux de changes de ces devises, dans la mesure où une part importante de chiffre d'affaires, des coûts, des actifs et des passifs du Groupe sera libellée en devises étrangères. Sur la période de douze mois close au 30 juin 2018, environ 57 % du chiffre d'affaires historique de Capio, tel qu'il ressort des informations financières *pro forma*, était réalisé dans des devises autres que l'euro (couronnes suédoises, couronnes

danoises ou couronnes norvégiennes). En conséquence, les fluctuations significatives de la valeur de l'euro par rapport à la couronne suédoise, la couronne danoise, la couronne norvégienne et/ou toute autre devise qui viendrait à être utilisée par une entité du Groupe auront un impact important sur les résultats financiers publiés par le Groupe, bien que la Direction Financière du Groupe entende gérer ce risque de change par la mise en œuvre d'une politique de couverture adéquate.

2.9. Risques concernant les informations financières pro forma

La présente Actualisation contient des informations financières consolidées *pro forma* du Groupe pour l'exercice clos le 30 juin 2018. Ces informations financières consolidées *pro forma* sont destinées à appréhender l'impact de l'Acquisition de Capio et des opérations de financement et de refinancement y afférentes comme si ces opérations étaient intervenues au premier jour de l'exercice clos le 30 juin 2018. Les informations financières consolidées *pro forma* sont basées sur des hypothèses et des estimations préliminaires que RGdS considère comme raisonnables. Elles sont présentées uniquement à titre illustratif, et en raison de leur nature, ne traitent que d'une situation hypothétique. Les résultats historiques des activités et autres informations financières relatives à Capio ont été publiées en couronne suédoise conformément aux normes IFRS mais également aux recommandations du Swedish Financial Reporting Board (RFR 1), reprenant les obligations issues du Swedish Annual Accounts Act. Ces informations ne sont pas nécessairement représentatives de la contribution des opérations de Capio à RGdS, dont la comptabilité est établie en euro et conformément aux normes IFRS.

Les estimations et hypothèses utilisées pour établir les informations financières consolidées *pro forma* exposées dans la présente Actualisation peuvent différer sensiblement des résultats réels ou futurs du Groupe. Par conséquent, ces informations financières *pro forma* n'ont pas pour vocation d'indiquer les résultats qui auraient effectivement été réalisés si les transactions avaient été conclues à la date susvisée ou pour les périodes présentées, ou les résultats qui pourraient être enregistrés à l'avenir. Par ailleurs les informations financières *pro forma* ne donnent effet à aucun événement autre que les événements mentionnés dans ces informations financières *pro forma* et les notes y afférentes. Il en résulte qu'il convient de ne pas se fonder outre mesure sur les informations financières consolidées *pro forma* exposées dans la présente Actualisation.

2.10. Risques liés au traitement comptable de l'Acquisition de Capio et à l'apparition d'un goodwill significatif à la suite de l'Acquisition

Le traitement comptable de l'Acquisition de Capio est susceptible d'avoir des effets sur la contribution de Capio et de ses filiales au résultat net du Groupe. Celle-ci pourrait notamment être affectée par les éléments suivants :

- l'appréhension de divergences de principes comptables entre RGdS et Capio, ainsi que les éventuelles divergences de pratiques comptables de « groupes »;
- les incidences ultérieures sur le résultat net de la mise à la juste valeur à la date de prise de contrôles des actifs et passifs identifiables, et notamment l'amortissement net d'impôt différé des actifs incorporels constatés pour leur juste valeur à cette date.

L'écart d'acquisition (*goodwill*) représente l'écart entre le prix d'acquisition et la situation nette ajustée de Capio à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition préliminaire lié à cette acquisition, tel que présenté dans les comptes consolidés semestriels figurant à la section 4 « *Résultats semestriels à fin décembre 2018* » de la présente Actualisation s'élève à 934 millions d'euros, étant précisé qu'il ne tient pas compte de l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs acquis de Capio (laquelle sera réalisée au cours des prochains mois). Ce goodwill est calculé sur

la base d'une situation nette à la date d'acquisition de 529 millions d'euros, corrigée de l'élimination du goodwill « historique » au niveau de Capiro de 663 millions d'euros.

En application des normes IFRS, l'écart d'acquisition n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation annuel et lors d'arrêtés intermédiaires en cas d'apparition d'indices de perte de valeur. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable de l'écart d'acquisition, une dépréciation est comptabilisée, notamment en cas de survenance d'évènements ou de circonstances concernant des changements significatifs défavorables, présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition.

Aucune garantie ne peut être donnée quant à l'absence de dépréciation significative à l'avenir.

3. INFORMATIONS FINANCIERES *PRO FORMA*

3.1. Informations Financières Pro Forma

3.1.1 Commentaires préliminaires

L'information financière *pro forma* présentée est destinée à illustrer, à titre indicatif, les effets de l'acquisition par Ramsay Générale de Santé (« **RGdS** ») de la société suédoise Capio AB (« **Capio** »), ainsi que les effets du financement de cette opération (ci-après ensemble, l'« **Opération** »), sur le compte de résultat du groupe RGdS de la période du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018, comme si l'Opération était intervenue au 1er juillet 2017 (ci-après, les « **Informations Financières Pro Forma** »).

Les Informations Financières *Pro Forma* sont présentées exclusivement à des fins d'illustration et reflètent une situation hypothétique. Elles ne sont pas représentatives des résultats de la période du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018 qui auraient été obtenus si l'Opération avait été réalisée au 1er juillet 2017. De la même façon, elles ne sont pas représentatives des résultats futurs du groupe issu du rapprochement. Les Informations Financières *Pro Forma* n'intègrent aucune des conséquences des économies de coûts ou autres synergies résultant de la prise de contrôle du groupe Capio par RGdS, des éventuels coûts de restructuration ou d'intégration qui seraient engagés postérieurement à l'Opération, des charges ou produits d'impôt résultant potentiellement de la structure du nouveau groupe.

Les Informations Financières *Pro Forma* ont été établies conformément aux dispositions de l'Annexe II « Module d'informations financières *pro forma* » du règlement européen CE 809/2004. En effet, l'Opération implique une variation de taille supérieure à 25 % des principaux agrégats de RGdS.

Les Informations Financières *Pro Forma* ont été également préparées conformément aux recommandations publiées par l'ESMA dans sa recommandation n°2013/319 du 20 mars 2013, aux questions/réponses de l'ESMA et à la recommandation n°2013-08 publiée par l'AMF sur les informations financières *pro forma*.

Les Informations Financières *Pro Forma* ont été élaborées sur la base des informations disponibles et sur les hypothèses considérées comme raisonnables par RGdS à la date du présent document et dans le contexte de l'Opération. Tous les ajustements *pro forma* sont directement imputables à l'Opération.

3.1.2 Présentation des Informations Financières Pro Forma

3.1.2.1 Compte de résultat consolidé pro forma pour l'exercice clos le 30 juin 2018

En M€	Données historiques RGDS	Données historiques Capio	Agrégation des données historiques Note 3.1.3.2	Ajustements "Frais liés à l'acquisition" Note 3.1.3.3.	Ajustements "Financement RGDS - Capio" Note 3.1.3.4. (i)	Ajustement "Emissions Obligations subordonnées refinancées par Augmentation de capital en numéraire post 30 juin 2018" Note 3.1.3.4. (ii)	Informations financières pro forma au 30 juin 2018 Total
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 241,5	1 600,3	3 841,8	-	-	-	3 841,8
Charges opérationnelles	(1 986,0)	(1 488,4)	(3 474,3)	-	-	-	(3 474,3)
<i>Frais de personnel et participation des salariés</i>	<i>(971,5)</i>	<i>(922,7)</i>	<i>(1 894,2)</i>	-	-	-	<i>(1 894,2)</i>
<i>Achats consommés</i>	<i>(450,0)</i>	<i>(270,4)</i>	<i>(720,4)</i>	-	-	-	<i>(720,4)</i>
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	<i>(280,7)</i>	<i>(184,7)</i>	<i>(465,5)</i>	-	-	-	<i>(465,5)</i>
<i>Impôts et taxes</i>	<i>(93,8)</i>	<i>(30,1)</i>	<i>(123,9)</i>	-	-	-	<i>(123,9)</i>
<i>Loyers</i>	<i>(189,9)</i>	<i>(80,5)</i>	<i>(270,4)</i>	-	-	-	<i>(270,4)</i>
Excédent brut d'exploitation	255,6	111,9	367,5	-	-	-	367,5
Amortissements	(129,9)	(59,0)	(188,8)	-	-	-	(188,8)
Résultat opérationnel courant	125,7	52,9	178,7	-	-	-	178,7
Coûts des restructurations	(58,0)	(0,3)	(58,3)	(12,5)	-	-	(70,8)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier	(1,9)	-	(1,9)	-	-	-	(1,9)
Pertes de valeur des goodwill	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits & charges non courants	(59,9)	(0,3)	(60,2)	(12,5)	-	-	(72,7)
Résultat opérationnel	65,8	52,6	118,4	(12,5)	-	-	105,9
Coût de l'endettement brut	(39,8)	(8,4)	(48,2)	-	(20,6)	(7,9)	(76,7)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0,7	0,4	1,1	-	-	-	1,1
Coût de l'endettement financier net	(39,1)	(8,0)	(47,1)	-	(20,6)	(7,9)	(75,6)
Autres produits financiers	1,2	2,4	3,6	-	-	-	3,6
Autres charges financières	(4,4)	(6,3)	(10,7)	-	(1,2)	-	(11,9)
Autres produits & charges financiers	(3,2)	(3,8)	(7,0)	-	(1,2)	-	(8,3)
Impôt sur les résultats	(8,5)	(5,6)	(14,2)	4,3	5,8	2,0	(2,0)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	0,1	-	0,1	-	-	-	0,1
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	15,1	35,2	50,3	(8,2)	(16,0)	(5,9)	20,2

3.1.3 Notes relatives aux Informations Financières Pro Forma

3.1.3.1 Bases de préparation

Les Informations Financières Pro Forma ont été préparées en millions d'euros, cette devise étant la monnaie fonctionnelle et de présentation des états financiers consolidés du groupe RGdS.

Les comptes consolidés historiques de Capio préparés en millions de SEK ont été convertis au taux moyen de l'exercice clos au 30 juin 2018 (1€=9,915 SEK).

Les Informations Financières Pro Forma incluent les informations suivantes :

- un compte de résultat consolidé pro forma pour l'exercice clos le 30 juin 2018 ; et
- des notes explicatives.

- i. Source des données financières historiques

Les Informations Financières Pro Forma ont été préparées sur la base des éléments financiers suivants :

- Le compte de résultat au 30 juin 2018 extraits des comptes consolidés audités de RGdS pour l'exercice clos au 30 juin 2018, tels que présentés dans le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 31 octobre 2018 sous le numéro D.18-0907 ; et

- Le compte de résultat extrait des comptes consolidés audités de Capio pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels que publiés dans le Rapport Annuel 2017, le compte de résultat extrait des comptes consolidés intermédiaires revus de Capio pour la période de 6 mois close le 30 juin 2017 tels que présentés dans le rapport semestriel 2017 et ainsi que le compte de résultat extrait des comptes consolidés intermédiaires revus de Capio pour la période de 6 mois close le 30 juin 2018 tels que présentés dans le rapport semestriel 2018, ces trois rapports étant accessibles sur le site internet de Capio (<https://Capio.com/en/investors/>).

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2018 de RGdS n'ont pas fait l'objet d'observation ou de réserve de la part de ses commissaires aux comptes (Deloitte & Associés et ERNST & YOUNG Audit).

Les comptes consolidés de Capio pour l'exercice clos au 31 décembre 2017 n'ont pas fait l'objet d'observation ou de réserve de la part de son auditeur (ERNST & YOUNG AB). De même, l'auditeur de Capio n'a pas relevé d'anomalies sur les comptes consolidés intermédiaires pour la période close au 30 juin 2017 et pour la période close au 30 juin 2018.

ii. Référentiel et principes comptables

RGdS et Capio établissent tous deux leurs comptes consolidés conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

RGdS a procédé à une revue préliminaire des principes comptables appliqués par le groupe Capio. Cette revue préliminaire n'a pas mis en évidence de différence majeure entre les normes IFRS telles qu'appliquées par Capio et les normes IFRS suivies par RGdS.

La première application des normes IFRS 9 et IFRS 15 dans les comptes consolidés de Capio n'a pas généré d'impact matériel au 1er janvier 2018. Il n'a donc pas été nécessaire de retraiter les comptes consolidés de Capio dans le cadre du présent exercice afin de les rendre conformes aux principes et méthodes comptables appliqués par RGdS au 30 juin 2018.

De même, RGdS ne s'attend pas à des impacts matériels sur les comptes consolidés suite à l'application des normes IFRS 9 et IFRS 15, soit pour la première fois au 1^{er} juillet 2019.

De nouveaux reclassements et ajustements pourront être nécessaires lors de la première consolidation de Capio par RGdS.

Hors la date d'effet de l'acquisition de Capio, de ses conséquences directes et de son financement, les règles et méthodes comptables appliquées pour l'élaboration des Informations Financières *Pro Forma* sont celles décrites dans l'annexe des états financiers consolidés de RGdS au 30 juin 2018.

Les ajustements et reclassements qui ont été appliqués aux données financières historiques de RGdS et de Capio, sont détaillés aux paragraphes suivants :

- § 3.1.3.2 « Agrégation et conversion des données historiques »,
- § 3.1.3.3 « Acquisition de Capio », et
- § 3.1.3.4 « Financement de l'Opération ».

Ces ajustements ont été réalisés à partir d'hypothèses propres à la préparation des Informations Financières *Pro Forma*.

Pour les besoins de la préparation des Informations Financières *Pro Forma*, l'Opération a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises conformément à IFRS 3 – Regroupement d'entreprise, RGdS étant l'acquéreur au sens comptable.

Les ajustements *pro forma*, présentés ci-après, ne tiennent pas compte de l'évaluation en juste valeur des actifs et passifs acquis. A l'issue de l'Opération, une évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs et passifs acquis sera réalisée et ajustée sur une période de 12 mois à partir de la date d'effet juridique de la prise de contrôle.

iii. Transactions intra-groupe

Il n'y a aucune transaction et position réciproques (dettes et créances) entre RGdS et Capiro ou une de leurs filiales ou sociétés dans lesquelles elles ont des participations au cours de la période du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018. Aucune neutralisation n'a été prise en compte dans les Informations Financières *Pro Forma*.

3.1.3.2 Agrégation et conversion des données historiques

Les Informations Financières *Pro Forma* sont établies à partir des états financiers historiques publiés par RGdS et Capiro, tels que rappelés au §3.1.3.1 (i).

Ces données historiques de RGdS et de Capiro ont été agrégées de la manière la plus détaillée possible à partir des données financières ayant servi de base à l'élaboration des Informations Financières *Pro Forma*.

Le compte de résultat de Capiro sur 12 mois clos le 30 juin 2018 a été reconstitué par addition du compte de résultat de Capiro pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 avec le compte de résultat semestriel pour la période du 1er janvier au 30 juin 2018, et soustraction du compte de résultat semestriel pour la période du 1er janvier au 30 juin 2017.

Les données du compte de résultat du groupe Capiro ont été converties au taux moyen mensuel de la période du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 (1€=9,915 SEK).

Les modalités de présentation du compte de résultat consolidé *pro forma* sont celles retenues par RGdS pour la présentation de ses comptes historiques, à savoir une présentation du compte de résultat par nature.

Capiro présentant un compte de résultat par destination, certains reclassements ont été effectués afin d'être conforme à la présentation du compte de résultat consolidé de RGdS :

- les coûts directs et les charges administratives ont été reclassés par nature ;
- les amortissements inclus dans les charges opérationnelles des données historiques ont été reclassés sur une ligne dédiée du compte de résultat *pro forma* ;
- la charge financière nette relative aux avantages postérieurs à l'emploi a été reclassée du coût de l'endettement net vers les autres charges et produits financiers.

En M€	Données historiques RGDS	Données historiques Capio AB en devise (MSEK) Période du 01/01/2017 au 31/12/2017 (1)	Données historiques Capio AB en devise (MSEK) Période du 01/01/2017 au 30/06/2017 (2)	Données historiques Capio AB en devise (MSEK) Période du 01/07/2017 au 31/12/2017 (3) = (1) - (2)	Données historiques Capio AB en devise (MSEK) Période du 01/01/2018 au 30/06/2018 (4)	Données historiques Capio AB en devise (MSEK) Période du 01/07/2017 au 30/06/2018 (5) = (3) + (4)	Données historiques Capio	Agrégation des données historiques
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 241,5	15 327,0	7 795,1	7 531,9	8 335,0	15 866,9	1 600,3	3 841,8
Charges opérationnelles	(1 986,0)	(14 213,0)	(7 197,5)	(7 015,5)	(7 741,7)	(14 757,3)	(1 488,4)	(3 474,3)
Frais de personnel et participation des salariés	(971,5)	(8 829,0)	(4 498,8)	(4 330,2)	(4 818,2)	(9 148,4)	(922,7)	(1 894,2)
Achats consommés	(450,0)	(2 594,0)	(1 324,7)	(1 269,3)	(1 412,0)	(2 681,2)	(270,4)	(720,4)
Autres charges et produits opérationnels	(280,7)	(1 741,0)	(860,6)	(880,4)	(951,0)	(1 831,5)	(184,7)	(465,5)
Impôts et taxes	(93,8)	(286,0)	(136,5)	(149,5)	(148,9)	(298,4)	(30,1)	(123,9)
Loyers	(189,9)	(763,0)	(376,9)	(386,1)	(411,6)	(797,7)	(80,5)	(270,4)
Excédent brut d'exploitation	255,6	1 114,0	597,6	516,4	593,3	111,9	111,9	367,5
Amortissements	(129,9)	- 562,0	- 276,0	(286,0)	- 298,7	(584,7)	(59,0)	(188,8)
Résultat opérationnel courant	125,7	552,0	321,6	230,4	294,6	525,0	52,9	178,7
Coûts des restructurations	(58,0)	(12,0)	(5,0)	(7,0)	4,0	(3,0)	(0,3)	(58,3)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier	(1,9)	-	-	-	-	-	-	(1,9)
Pertes de valeur des goodwill	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits & charges non courants	(59,9)	(12,0)	(5,0)	(7,0)	4,0	(3,0)	(0,3)	(60,2)
Résultat opérationnel	65,8	540,0	316,6	223,4	298,6	522,0	52,6	118,4
Coût de l'endettement brut	(39,8)	(75,0)	(36,0)	(39,0)	(44,0)	(83,0)	(8,4)	(48,2)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0,7	3,0	1,0	2,0	2,0	4,0	0,4	1,1
Coût de l'endettement financier net	(39,1)	(72,0)	(35,0)	(37,0)	(42,0)	(79,0)	(8,0)	(47,1)
Autres produits financiers	1,2	23,0	12,0	11,0	13,0	24,0	2,4	3,6
Autres charges financières	(4,4)	(53,0)	(25,0)	(28,0)	(34,0)	(62,0)	(6,3)	(10,7)
Autres produits & charges financiers	(3,2)	(30,0)	(13,0)	(17,0)	(21,0)	(38,0)	(3,8)	(7,0)
Impôt sur les résultats	(8,5)	(66,0)	(46,0)	(20,0)	(36,0)	(56,0)	(5,6)	(14,2)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	0,1	-	-	-	-	-	-	0,1
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	15,1	372,0	222,6	149,4	199,6	349,0	35,2	50,3

3.1.3.3 Acquisition de Capio

Comme détaillé à la section 3.1.3.1, l'acquisition de Capio est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS3 – Regroupement d'entreprise comme si 100 % des titres de Capio avaient été présentés et acquis dans le cadre de l'Opération.

L'offre déposée par RGdS porte sur 100 % des actions de Capio, soit 141.159.661 actions au 30 juin 2018, au prix de 58 SEK par action. Le montant de la contrepartie transférée s'élève ainsi à 783,2 millions d'euros au taux de clôture du 30 juin 2018. Ce prix résulte du relèvement de 19,6 % de l'offre initiale, formulé à 48,5 SEK le 13 juillet 2018. Cette offre réévaluée, représentait une prime d'environ 46 % par rapport au cours de clôture de l'action Capio sur le Nasdaq Stockholm le 21 juin 2018 (dernier jour de bourse avant l'annonce de Capio concernant d'éventuels changements structurels) et d'environ 51 % par rapport au cours moyen pondéré par les volumes sur une période de 30 jours précédant cette même date.

Nombre total d'actions Capio	141 159 661
Valeur de l'offre par action proposée par RGdS	58,00
Prix d'acquisition en SEK	8 187 260 338
Taux de change au 30/06	10,453
Prix d'acquisition en euros (A)	783 245 034

Frais liés à l'acquisition

Les frais liés à l'acquisition sont estimés à 12,5 M€ avant impôt. Il s'agit de frais supportés ou restant à supporter par le groupe RGdS.

En conséquence, l'intégralité de ces frais a été prise en compte dans le compte de résultat consolidé *pro forma* (en « autres produits et charges non courants »).

Ces frais n'auront pas d'incidence prolongée sur les comptes consolidés du nouveau groupe.

3.1.3.4. Financement de l'opération

RGdS a sécurisé sur une base « *certain funds* » :

- (i) un prêt à terme (*Incremental Facility*) de 750 millions d'euros, intégralement conclu auprès d'institutions financières de premier rang;
- (ii) des obligations subordonnées pour un montant total de 550 millions d'euros souscrites par ses deux actionnaires majoritaires, Ramsay Health Care (UK) et Predica. Ces obligations seront refinancées dans le cadre de l'augmentation de capital d'un montant d'environ 625,1 millions d'euros (dont 7,9 millions d'euros relatifs aux intérêts)⁵. RGdS a d'ores et déjà reçu de la part de Ramsay Health Care (UK) et Predica des engagements irrévocables de souscrire aux actions émises à hauteur d'un montant minimum de 557,9 millions d'euros (Cf. Note 3.1.3.4. (ii)).

Ces deux financements couvriront l'acquisition de 100 % des actions dans le cadre de l'Opération, le refinancement de la dette de Capio (dette sous clause d'accélération en cas de changement de contrôle et dette remboursée à l'initiative de RGdS) et tous les coûts d'opération associés.

- i. Remboursement des dettes financières de Capio et souscription d'un prêt à terme (*Incremental Facility*) par RGdS

Dans le cadre des Informations Financières *Pro Forma*, les opérations de financement se traduisent de la façon suivante :

Remboursement de la dette financière de Capio :

Compte-tenu de l'application de la clause de changement de contrôle, le « *Term loan* » doit être remboursé pour un montant de 257,3 millions d'euros.

Par ailleurs, à l'initiative du groupe RGdS, il est prévu que les « *commercial paper* » soient intégralement remboursés pour un montant de 100,4 millions d'euros.

L'annulation des intérêts liés au financement de Capio représente une économie annuelle de 7,2 millions d'euros, avant effet d'impôt.

⁵ La différence entre le montant de 625,1 millions d'euros visé dans ce paragraphe et le montant de 619,1 millions d'euros mentionné à la section 1.2.3 de la présente Actualisation vient de l'augmentation du montant des intérêts courus depuis l'émission des obligations subordonnées (2,9 millions d'euros au 31 décembre 2018, contre 7,9 millions d'euros au 15 avril 2019) et par conséquent de l'accroissement du montant de l'augmentation de capital dont la réalisation est prévue au 15 avril 2019 par rapport au scénario illustrant la réalisation de l'augmentation de capital à la date du 31 décembre 2018.

Le taux utilisé pour calculer l'effet d'impôt est de 26 %, tenant compte des différents taux d'imposition applicables dans les pays où Capiro gère ses activités.

Souscription par RGdS d'un prêt à terme (*Incremental Facility*) :

Le prêt à terme (*Incremental Facility*) a fait l'objet d'une lettre d'engagement émise conjointement par le Crédit Agricole et la Société Générale en date du 13 juillet 2018, dont la validité s'étend jusqu'au 13 juillet 2019. Le prêt à terme (*Incremental Facility*), d'un montant de 750 millions d'euros, est remboursable *in fine* le 22 octobre 2024 (sous réserve des remboursements anticipés obligatoires prévus par le Contrat de Crédits 2014 notamment en fonction du montant d'excédent de trésorerie du Groupe). Il a été réputé tiré dans son intégralité à la date d'effet de l'acquisition pour les besoins du compte de résultat *pro forma*.

Les frais liés à la mise en place du prêt à terme (*Incremental Facility*) s'élèvent à 12,6 millions d'euros. Ils sont amortis sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux applicable du prêt à terme est EURIBOR (plancher à 0 %) + *opening margin* de 312,5pb, la *margin* étant sujet à une révision à la baisse, par palier de -25pb jusqu'à un maximum de -75pb, selon le niveau d'endettement de RGdS.

Au taux d'intérêt effectif de 3,48 %, la charge d'intérêt sur une période de 12 mois s'élève à 25,4 millions d'euros avant impôt.

L'« annulation des frais liés à l'ancien financement restant à amortir » porte sur les frais initialement supportés par Capiro dans le cadre de la négociation de sa propre dette financière, intégrés au taux d'intérêt effectifs de Capiro mais comptabilisés en charge dans le cadre de l'élaboration des Informations Financières *Pro Forma*.

En M€	Intérêts liés au nouvel emprunt	Annulation des intérêts liés à l'ancien financement de Capio	Annulation des frais liés à l'ancien financement restant à amortir	Ajustements "Financement RGDS - Capio"
CHIFFRE D'AFFAIRES	-	-	-	-
Charges opérationnelles	-	-	-	-
<i>Frais de personnel et participation des salariés</i>	-	-	-	-
<i>Achats consommés</i>	-	-	-	-
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	-	-	-	-
<i>Impôts et taxes</i>	-	-	-	-
<i>Loyers</i>	-	-	-	-
Excédent brut d'exploitation	-	-	-	-
Amortissements	-	-	-	-
Résultat opérationnel courant	-	-	-	-
Coûts des restructurations	-	-	-	-
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier	-	-	-	-
Pertes de valeur des goodwill	-	-	-	-
Autres produits & charges non courants	-	-	-	-
Résultat opérationnel	-	-	-	-
Coût de l'endettement brut	(25,4)	4,7	-	(20,6)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	-	-	-
Coût de l'endettement financier net	(25,4)	4,7	-	(20,6)
Autres produits financiers	-	-	-	-
Autres charges financières	-	2,5	(3,7)	(1,2)
Autres produits & charges financiers	-	2,5	(3,7)	(1,2)
Impôt sur les résultats	6,7	(1,9)	1,0	5,8
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	-	-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(18,6)	5,4	(2,8)	(16,0)

ii. Emission d'obligations subordonnées suivie d'une augmentation de capital

RGdS a l'intention de refinancer l'intégralité des obligations subordonnées par une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires d'un montant prévu d'environ 625,1 millions d'euros (dont 7,9 millions d'euros relatifs aux intérêts)⁶.

A la date d'établissement de ces Informations Financières *Pro Forma*, RGdS a reçu des engagements irrévocables de ses deux actionnaires majoritaires, Ramsay Healthcare (UK) et Predica, de garantir l'augmentation de capital en souscrivant aux actions nouvelles émises pour un montant minimum de 557,9 millions d'euros libéré par la compensation de leur créance de remboursement du principal et des intérêts courus au titres des obligations subordonnées souscrites par ces deux actionnaires.

Compte tenu du décalage dans le temps entre l'émission des obligations subordonnées et l'augmentation de capital dont le règlement-livraison est prévu pour le 15 avril 2019, les Informations Financières *Pro Forma* sont présentées en faisant l'hypothèse que l'augmentation de capital interviendrait cinq mois après la date de l'Opération et d'émission des obligations subordonnées.

⁶ La différence entre le montant de 625,1 millions d'euros visé dans ce paragraphe et le montant de 619,1 millions d'euros mentionné à la section 1.2.3 de la présente Actualisation vient de l'augmentation du montant des intérêts courus depuis l'émission des obligations subordonnées (2,9 millions d'euros au 31 décembre 2018, contre 7,9 millions d'euros au 15 avril 2019) et par conséquent de l'accroissement du montant de l'augmentation de capital dont la réalisation est prévue au 15 avril 2019 par rapport au scénario illustrant la réalisation de l'augmentation de capital à la date du 31 décembre 2018.

En conséquence, le compte de résultat *pro forma* pour l'exercice du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018 prend en compte une charge financière de 7,9 millions d'euros avant impôts, pour la période correspondant aux cinq mois entre la date d'effet de l'émission des obligations subordonnées et de leur refinancement par l'augmentation de capital. Le taux applicable est de 3,125 % par an.

3.2. Rapport des commissaires aux comptes sur les informations financières pro forma

Au Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur le compte de résultat consolidé pro forma pour l'exercice clos le 30 juin 2018 de la société Ramsay Générale de Santé et les notes explicatives afférentes (les « Informations Financières Consolidées Pro Forma ») incluses dans le chapitre 3 de l'actualisation du document de référence.

Ces Informations Financières Consolidées Pro Forma ont été préparées aux seules fins d'illustrer l'effet que l'acquisition par Ramsay Générale de Santé du groupe Capiro AB, ainsi que des opérations de financement et de refinancement y afférentes (ensemble, les « Opérations »), auraient pu avoir sur le compte de résultat consolidé pour l'exercice clos le 30 juin 2018 de la société Ramsay Générale de Santé, si les Opérations avaient pris effet au 1^{er} juillet 2017. De par leur nature même, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si les Opérations étaient survenues à une date antérieure à celle de leur survenance réelle ou envisagée.

Ces Informations Financières Consolidées Pro Forma ont été établies sous votre responsabilité en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations ESMA relatives aux informations financières pro forma.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe II point 7 du règlement (CE) N° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement des informations financières pro forma.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatives à cette mission. Ces diligences, qui ne comportent ni audit ni examen limité des informations financières sous-jacentes à l'établissement des Informations Financières Consolidées Pro Forma, ont consisté principalement à vérifier que les bases à partir desquelles ces Informations Financières Consolidées Pro Forma ont été établies concordent avec les documents sources tels que décrits dans les notes explicatives aux Informations Financières Consolidées Pro Forma, à examiner les éléments probants justifiant les retraitements pro forma et à nous entretenir avec la direction de la société Ramsay Générale de Santé pour collecter les informations et les explications que nous avons estimé nécessaires.

A notre avis :

- les Informations Financières Consolidées Pro Forma ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- cette base est conforme aux méthodes comptables de l'émetteur.

Ce rapport est émis aux seules fins :

- du dépôt de l'actualisation du document de référence auprès de l'AMF
- et, le cas échéant, de l'admission aux négociations sur un marché réglementé, et/ou d'une offre au public, de titres financiers de la société Ramsay Générale de Santé en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lesquels le prospectus visé par l'AMF, serait notifié

et ne peut pas être utilisé dans un autre contexte.

Paris-La Défense, le 21 mars 2019

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit

Joël Assayah

Stéphane Lemanissier

May Kassis-Morin

Pierre Jouanne

4. RESULTATS SEMESTRIELS A FIN DECEMBRE 2018

4.1. Rapport financier semestriel pour la période du 1er juillet 2018 au 31 décembre 2018

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2018

- 1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE
 - 1.1 Commentaires sur les résultats
 - 1.2 Transactions entre parties liées
 - 1.3 Principaux risques et incertitudes
2. COMPTES CONSOLIDES RESUMES DU PREMIER SEMESTRE 2018
 - 2.1 Etat du résultat global
 - 2.2 Bilan consolidé - Actif
 - 2.3 Bilan consolidé - Passif
 - 2.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés
 - 2.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés et de flux de financement
 - 2.6 Evènements importants du premier semestre
 - 2.7 Principes comptables et méthodes d'évaluation
 - 2.8 Evolution du périmètre de consolidation
 - 2.9 Secteurs opérationnels
 - 2.10 Comptes de résultat et bilans consolidés opérationnels
 - 2.11 Notes sur les principaux postes du compte de résultat
 - 2.12 Notes sur les principaux postes du bilan
 - 2.13 Informations relatives aux parties liées
 - 2.14 Litiges, facteurs de risques et incertitudes
 - 2.15 Evènements postérieurs à la clôture

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2018

Période du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Ramsay Générale de Santé relatifs à la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La-Défense, le 27 février 2019

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit

Joël Assayah Stéphane Lemanissier

Pierre Jouanne May Kassis-Morin

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1.1 COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS

CHIFFRES CLES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2018

(en millions d'euros)	du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 déc. 2017	Variation 2017/2018	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018
Chiffre d'affaires	1 066.4	+25.7%	1 340.1
Excédent Brut d'Exploitation	103.7	+18.7%	123.1
Résultat Opérationnel Courant	37.2	+31.5%	48.9
En % du Chiffre d'affaires	3.5%	N/A	3.6%
Autres produits et charges	(43.7)	+68.0%	(14.0)
Résultat Opérationnel	(6.5)	+636.9%	34.9
Résultat net part du Groupe.....	(22.1)	+100.0%	0.0
Bénéfice net par action (en euro)	(0.29)	+100.0%	0.00
Flux de trésorerie net généré par l'activité	112.7	-29.1%	79.9
Investissements industriels (hors capitalisation locations financières)	(22.2)	+288.7%	(86.3)
Endettement financier net	965.2	+133.4%	2 252.5

Les événements importants du premier semestre sont décrits dans l'annexe aux comptes consolidés, chapitre 2.6.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 1 340,1 millions d'euros pour la période du 1er juillet 2018 au 31 décembre 2018, contre 1 066,4 millions d'euros du 1er juillet 2017 au 31 décembre 2017. Il augmente de 25,7% du fait principalement de l'acquisition du Groupe Capio.

A périmètre constant, le chiffre d'affaires augmente de 2,9%.

A périmètre constant, l'activité en France augmente de 2,9%.

L'activité en Italie à périmètre constant qui est représentée par l'hôpital Omegna baisse de 0,9%.

RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant publié s'établit à 48,9 millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2018 et le 31 décembre 2018 (soit 3,6% du CA) en hausse de 31,5% par rapport aux 37,2 millions d'euros du 1^{er} juillet 2017 au 31 décembre 2017.

AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

Le montant des autres produits et charges non courants représente une charge nette de (14,0) millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018 composée principalement des coûts liés aux regroupements et restructurations pour (18,7) millions d'euros. Pour la période du 1^{er} juillet 2017 au 31 décembre 2017, le montant des autres produits et charges non courants représentait une charge nette de (43,7) millions d'euros composée principalement des coûts liés aux regroupements et restructurations pour (42,3) millions d'euros.

COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier net s'élève à (27,6) millions d'euros pour la période du 1er juillet 2018 au 31 décembre 2018, contre (20,2) millions d'euros pour la période du 1er juillet 2017 au 31 décembre 2017. Il est principalement composé des intérêts relatifs à la dette Senior (Tranches B1A, B1B, B2 et B3A) pour (14,8) millions d'euros et des intérêts nets sur swaps pour (2,3) millions d'euros. Au 31 décembre 2018, le montant de la dette nette de fin de période s'élève à 2 252,5 millions d'euros contre 965,2 millions d'euros au 31 décembre 2017 et 927,1 millions d'euros au 30 juin 2018

IMPOTS SUR LES RESULTATS

Le montant de l'impôt au 31 décembre 2018, hors Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), est un profit de 6 millions d'euros. Le taux effectif d'impôt sur le résultat net avant impôts, en tenant compte de la déductibilité de la CVAE, ressort à 29.22% sur la période.

Conformément aux dispositions d'IAS12, la composante CVAE qualifiée d'impôt répond à la définition d'un impôt sur le résultat. L'impact sur les comptes pour la période du 1er juillet 2018 au 31 décembre 2018 s'est traduit par un reclassement de 11,3 millions d'euros du poste « Impôts et taxes » au poste « Impôt sur les résultats ».

A l'inverse, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est présenté en diminution des charges de personnel pour un total de 15,8 millions d'euros.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES ET FLUX DE FINANCEMENT

Le Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité s'améliore de 5,0 millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018.

Pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018, les investissements industriels s'élèvent à 108,5 millions d'euros, y compris la capitalisation des locations financières (22,2 millions d'euros).

Le montant des investissements financiers décaissés net de trésorerie s'élève à (811,1) millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018.

ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le montant de la dette nette de fin de période s'élève à 2 252,5 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 965,2 millions d'euros au 31 décembre 2017, et 927,1 millions d'euros au 30 juin 2018.

1.2 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Au premier semestre de l'exercice clos au 30 juin 2019, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 30 juin 2018 (voir note 6.13 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2018).

1.3 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

A la connaissance de la société et du Groupe, aucun nouveau facteur de risque ou nouveau litige pris individuellement ou dans leur globalité pouvant avoir une incidence sensible sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société et du Groupe n'a été recensé depuis la publication du document de référence de Ramsay Générale de Santé le 31 octobre 2018.

2. COMPTES CONSOLIDES RESUMES DU PREMIER SEMESTRE 2018

2.1. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE				
(en millions d'euros)	Note	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018	du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 déc. 2017	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018
CHIFFRE D'AFFAIRES		2 241.5	1 066.4	1 340.1
Frais de personnel et participation des salariés.....		(971.5)	(476.5)	(629.9)
Achats consommés.....		(450.0)	(212.6)	(256.6)
Autres charges et produits opérationnels.....		(280.7)	(138.0)	(171.7)
Impôts et taxes.....		(93.8)	(45.2)	(50.7)
Loyers.....		(189.9)	(90.4)	(108.1)
Excédent brut d'exploitation		255.6	103.7	123.1
Amortissements.....		(129.9)	(66.5)	(74.2)
Résultat opérationnel courant		125.7	37.2	48.9
Coûts des restructurations.....		(58.0)	(42.3)	(18.7)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier		(1.9)	(1.4)	4.7
Pertes de valeur des goodwill.....		--	--	--
Autres produits & charges non courants.....	2.11.1	(59.9)	(43.7)	(14.0)
Résultat opérationnel		65.8	(6.5)	34.9
Coût de l'endettement brut.....	2.11.2	(39.8)	(20.7)	(27.9)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.....	2.11.2	0.7	0.5	0.3
Coût de l'endettement financier net.....	2.11.2	(39.1)	(20.2)	(27.6)
Autres produits financiers.....	2.11.3	1.2	0.5	1.4
Autres charges financières.....	2.11.3	(4.4)	(2.9)	(2.4)
Autres produits & charges financiers.....	2.11.3	(3.2)	(2.4)	(1.0)
Impôt sur les résultats.....	2.11.4	(8.5)	9.2	(5.3)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées.....		0.1	--	--
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		15.1	(19.9)	1.0
<i>Produits et charges enregistrés directement en capitaux propres</i>				
- Ecart actuariels relatifs aux indemnités de fin de carrière		(0.1)	--	(3.6)
- Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture.....		--	--	--
- Ecart de conversion.....		--	--	6.2
- Effets d'impôt des produits et charges.....		1.0	0.5	--
Résultats enregistrés directement en capitaux propres...	2.4	0.9	0.5	2.6
RESULTAT GLOBAL		16.0	(19.4)	3.6
VENTILATION DU RESULTAT NET (en millions d'euros)				
	Note	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018	du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 déc. 2017	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018
- Résultat net part du Groupe.....		7.3	(22.1)	--
- Intérêts ne donnant pas le contrôle.....		7.8	2.2	1.0
RESULTAT NET		15.1	(19.9)	1.0
RESULTAT NET PAR ACTION (en Euros)	2.11.5	0.10	(0.29)	0.00

RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en Euros)	2.11.5	0.10	(0.29)	0.00
VENTILATION DU RESULTAT GLOBAL (en millions d'euros)	Note	du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018	du 1^{er} juillet 2017 au 31 déc. 2017	du 1^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018
- Résultat global part du Groupe		8.2	(21.6)	2.6
- Intérêts ne donnant pas le contrôle		7.8	2.2	1.0
RESULTAT GLOBAL		16.0	(19.4)	3.6

2.2. BILAN CONSOLIDE - ACTIF

(en millions d'euros)	Note	30-06-2017	30-06-2018	31-12-2018
Goodwill.....		727.1	754.4	1 718.9
Autres immobilisations incorporelles		23.1	23.8	227.9
Immobilisations corporelles		877.9	869.2	1 143.5
Participations dans les entreprises associées		0.5	0.6	0.3
Autres actifs financiers non courants.....		49.6	69.1	96.9
Impôts différés actifs		33.3	45.2	97.1
ACTIFS NON COURANTS		1 711.5	1 762.3	3 284.6
Stocks	2.12.3	62.3	67.8	106.9
Clients et autres créances d'exploitation.....	2.12.3	158.3	157.6	240.1
Autres actifs courants	2.12.3	224.8	190.6	316.5
Actif d'impôt		6.0	9.8	50.7
Actifs financiers courants	2.12.1	2.0	0.3	10.6
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....		180.8	308.0	274.6
Actifs détenus en vue de la vente		--	5.6	--
ACTIFS COURANTS		634.2	739.7	999.4
TOTAL ACTIFS		2 345.7	2 502.0	4 284.0

2.3. BILAN CONSOLIDE - PASSIF

(en millions d'euros)	Note	30-06-2017	30-06-2018	31-12-2018
Capital social.....		56.9	56.9	56.9
Prime d'émission		71.2	71.2	71.2
Réserves consolidées.....		276.9	334.8	344.8
Résultat net part du groupe.....		57.0	7.3	--
Capitaux propres part du groupe		462.0	470.2	472.9
Participations ne donnant pas le contrôle		40.0	40.8	53.9
TOTAL CAPITAUX PROPRES		502.0	511.0	526.8
Emprunts et dettes financières.....	2.12.1	1 099.8	1 195.6	1 501.5
Prov. pour retraite et autres avantages au personnel	2.12.2	50.6	51.0	100.2
Provisions non courantes.....	2.12.2	27.0	63.5	56.3
Autres passifs non courants		13.4	12.2	16.8
Impôts différés passifs.....		58.3	50.9	114.2
PASSIFS NON COURANTS		1 249.1	1 373.2	1 789.0
Provisions courantes.....	2.12.2	12.9	17.8	27.1
Fournisseurs	2.12.3	186.4	191.9	267.8
Autres passifs courants.....	2.12.3	327.0	329.5	573.4

Passifs d'impôt.....		14.9	13.3	12.5
Dettes financières courantes	2.12.1	53.4	63.7	1 087.4
Découvert bancaire.....	2.12.1	---	---	--
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	2.12.4	---	1.6	--
PASSIFS COURANTS		594.6	617.8	1 968.2
TOTAL PASSIFS		2 345.7	2 502.0	4 284.0

2.4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Note	CAPITAL	PRIME	RESERVES	RESULTATS DIRECTEMENT ENREGISTRES EN CAPITAUX PROPRES	RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	INTERETS MINORITAIRES	CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres au 30 juin 2017		56.9	71.2	288.2	(11.3)	57.0	462.0	40.0	502.0
Augmentation de capital (y compris frais nets d'impôts)		--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres.....		--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites		--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter		--	--	57.0	--	(57.0)	--	--	--
Distribution de dividendes	TFT	--	--	--	--	--	--	(7.0)	(7.0)
Variation de périmètre		--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat global de l'exercice		--	--	--	0.9	7.3	8.2	7.8	16.0
Capitaux propres au 30 juin 2018		56.9	71.2	345.2	(10.4)	7.3	470.2	40.8	511.0
Augmentation de capital (y compris frais nets d'impôts)		--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres.....		--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites		--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter		--	--	7.3	--	(7.3)	--	--	--
Distribution de dividendes	TFT	--	--	--	--	--	--	(2.1)	(2.1)
Variation de périmètre		--	--	0.1	--	--	0.1	14.2	14.3
Résultat global de l'exercice		--	--	--	2.6	--	2.6	1.0	3.6
Capitaux propres au 31 décembre 2018		56.9	71.2	352.6	(7.8)	--	472.9	53.9	526.8

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES ENREGISTRÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	30-06-2017	Produits et charges 2017/2018	30-06-2018	Produits et charges 2018/2019	31-12-2018
Ecarts de conversion.....	(0.3)	--	(0.3)	6.2	5.9
Ecarts actuariels relatifs aux engagements de retraite	(4.9)	0.5	(4.4)	(3.6)	(8.0)
Juste valeur des instruments financiers de couverture	(6.1)	0.4	(5.7)	--	(5.7)
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	(11.3)	0.9	(10.4)	2.6	(7.8)

2.5. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉS ET DE FLUX DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	Note	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018	du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 déc. 2017	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018
Résultat net de l'ensemble consolidé		15.1	(19.9)	1.0
Amortissements.....		129.9	66.5	74.2

Autres produits et charges non courants.....		59.9	43.7	14.0
Quote-part du résultat net dans les entreprises associées.....		(0.1)	--	--
Autres produits et charges financiers.....		3.2	2.4	1.0
Coût de l'endettement financier net.....		39.1	20.2	27.6
Impôt sur les résultats.....		8.5	(9.2)	5.3
Excédent Brut d'Exploitation		255.6	103.7	123.1
Eléments non cash dont dotations et reprises provisions (transactions sans effet de trésorerie).....		(2.9)	(1.7)	0.1
Autres produits et charges non courants payés.....	2.11.1	(18.0)	(9.8)	(25.3)
Variation autres actifs et passifs non courants.....		(13.5)	4.1	(12.0)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net & impôts		221.2	96.3	85.9
Impôts sur les bénéfices payés.....		(26.4)	(15.9)	(11.0)
Variation du besoin en fonds de roulement.....	2.12.3	19.1	32.3	5.0
FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITE : (A)		213.9	112.7	79.9
Investissements corporels et incorporels.....		(62.6)	(22.2)	(86.3)
Désinvestissements corporels et incorporels.....		7.2	6.6	20.1
Acquisitions d'entités.....	2.8.2	(21.1)	(21.5)	(811.1)
Cessions d'entités.....	2.8.2	0.5	0.5	--
Dividendes reçus des sociétés non consolidées.....	2.11.3	0.6	0.1	0.2
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS : (B)		(75.4)	(36.5)	(877.1)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées : (a).....		(7.0)	(1.3)	(2.1)
Intérêts financiers nets versés : (b).....	2.11.2	(39.1)	(20.2)	(27.6)
Frais sur émission d'emprunt : (c).....		(4.9)	(3.5)	(11.3)
Flux avant endettement : (d) = (A+B+a+b+c).....		87.5	51.2	(838.2)
Augmentation des dettes financières : (e).....		122.2	4.5	832.5
Remboursement des dettes financières : (f).....		(82.5)	(56.2)	(28.8)
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT : (C) = a + b + c + e + f		(11.3)	(76.7)	762.7
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE : (A + B + C)		127.2	(0.5)	(34.5)
Incidence des variations des cours de devises.....		--	--	1.1
Trésorerie à l'ouverture.....	B	180.8	180.8	308.0
Trésorerie à la clôture.....	B	308.0	180.3	274.6
Endettement net à l'ouverture	2.12.1	964.0	964.0	927.1
Flux avant variation de l'endettement : (d).....		(87.5)	(51.2)	838.2
Capitalisation locations financières.....	2.12.1	68.7	54.5	22.2
Immobilisations des frais d'émission d'emprunt.....	2.12.1	(1.4)	(1.0)	(9.2)
Biens destinés à la vente.....	2.12.4	--	--	--
Juste valeur des instruments financiers de couverture.....	2.12.1	(0.9)	(0.8)	(0.9)
Variation de périmètre et autres.....	2.8.2	(15.8)	(0.3)	475.1

Endettement net à la clôture	2.12. 1	927.1	965.2	2 252.5
-------------------------------------	------------	--------------	--------------	----------------

2.6. EVENEMENTS IMPORTANTS DU PREMIER SEMESTRE

Acquisitions

Le 8 novembre 2018, à l'issue de la clôture de la période d'acceptation de son offre publique d'acquisition sur les actions de Capiro, RGdS a annoncé avoir acquis, le 7 novembre 2018, 98,51% du capital de Capiro, un des leaders européens de la fourniture de services de soins et de santé, permettant au Groupe de se positionner comme l'un des leaders pan-européens de l'hospitalisation privée et des soins primaires, présent dans six pays avec un rôle prééminent dans les pays scandinaves, en France et en Suède.

L'offre publique d'acquisition de RGdS portait sur la totalité des actions de Capiro au prix de 58 couronnes suédoises par action. Le prix de l'Acquisition de Capiro s'est ainsi élevé à 779,7 millions d'euros (juste valeur des 139 050 816 titres de Capiro au cours de 58 SEK par action convertis au cours de couverture 10,3437).

Au 31 décembre 2018, le chiffre d'affaires des entités Capiro depuis le 7 novembre 2018 représente 247 206 k€ et l'EBITDA 10 730 k€.

L'évaluation des actifs identifiables acquis et des passifs repris à leur juste valeur à la date d'acquisition dans les comptes au 31 décembre 2018 étant provisoire, elle est susceptible d'être revue en fonction de l'évaluation définitive des justes valeurs.

Le 26 juillet 2018, le Groupe a finalisé l'acquisition de la Clinique La Parisière auprès de ses praticiens actionnaires. Située à Bourg-de-Péage dans l'agglomération de Valence, la Clinique La Parisière vient renforcer le Pôle Drôme Ardèche.

Financement de l'Acquisition de Capiro

Ramsay Générale de Santé a sécurisé le financement de l'Acquisition de Capiro

- grâce à l'émission d'obligations subordonnées souscrites par ses deux actionnaires majoritaires, Ramsay Health Care (UK) et Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole (« Predica »), à hauteur de 550 millions d'euros,
- et par la mise en place d'un prêt à terme d'un montant pouvant aller jusqu'à 750 millions d'euros, dont les prêteurs initiaux sont Crédit Agricole Corporate & Investment Bank et Société Générale, et dont les termes sont régis par une *Incremental Facility Notice* en date du 13 juillet 2018, telle qu'amendée et réitérée, et par le Contrat de Crédits 2014, tel qu'amendé. Ce prêt à terme a été utilisé à fin décembre 2018 à hauteur de 266 M€ pour financer l'achat des titres.

Autres

Le 15 octobre 2018, la Clinique Le Gouz, structure entièrement dédiée à la prise en charge psychiatrique des professionnels de santé, a ouvert ses portes, à Louhans, en Saône-et-Loire.

2.7. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.7.1. DECLARATION DE CONFORMITE ET BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés résumés au 31 décembre 2018 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ces comptes consolidés résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice clos au 30 juin 2018 (document de référence 2018). Ils sont présentés en millions d'euros.

En date du 18 février 2019, les comptes consolidés résumés y compris les notes aux états financiers ont été établis par la Direction Générale de Ramsay Générale de Santé et revus le 18 février 2019 par le comité d'Audit, puis examinés et arrêtés par le conseil d'Administration du 27 février 2019.

2.7.1.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'union européenne d'application obligatoire ou pouvant être appliqués par anticipation pour les exercices à compter du 1er juillet 2018.

Pour l'établissement de ses comptes consolidés au 31 décembre 2018, le Groupe Ramsay Générale de Santé a appliqué les mêmes normes, interprétations et méthodes comptables que dans ses états financiers de l'exercice clos le 30 juin 2018, ainsi que les nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne, applicables au 1er juillet 2018 telles que définies dans le tableau ci-dessous.

Norme	Date d'adoption UE	Traitement Prospectif / Rétrospectif	Incidences	
Amendements IAS40	Transferts d'immeubles de placement	01 janvier 2018	Prospectif	Sans incidence sur les comptes
Amendements IFRS2	Clarification de différents plans fondés sur des actions	01 janvier 2018	Au cas par cas selon les dispositions	Sans incidence sur les comptes
Amendements IFRS4	Contrats d'assurance	01 janvier 2018	Au cas par cas selon les dispositions	Sans incidence sur les comptes
IFRS9	Instruments financiers	01 janvier 2018	Au cas par cas selon les dispositions	Sans incidence sur les comptes
IFRS15	Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients	01 janvier 2018	Rétrospectif	Sans incidence sur les comptes
IFRS1	Suppression des exemptions à court terme pour les nouveaux adoptants	01 janvier 2018		Sans incidence sur les comptes
IAS28	Evaluation de chaque participation, prise isolément, dans des entités émettrices à la juste valeur par le biais du résultat net	01 janvier 2018	Rétrospectif	Sans incidence sur les comptes
IFRIC22	Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée	01 janvier 2018	Au choix	Sans incidence sur les comptes

Au 31/12/2018, le Groupe continue d'appliquer la comptabilité de couverture IAS39.

Normes, amendements et interprétations non encore applicables.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er juillet 2018

Les normes et interprétations qui ont été publiées et approuvées par l'Union européenne, mais qui ne sont pas encore d'application obligatoire, sont les suivantes :

L'IASB a publié en janvier 2016 la norme IFRS 16, Contrats de location. Cette norme conduira les entreprises louant des actifs significatifs dans le cadre de leur activité à reconnaître un actif et une dette financière correspondant à l'engagement de location.

L'entrée en vigueur de cette norme, adoptée par la Commission Européenne (règlement n° 2017/1986 du 31 octobre 2017 publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne du 9 novembre 2017), est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Le Groupe procède à l'évaluation des incidences d'IFRS16 dans ses comptes, les travaux d'analyse sont en cours afin d'en préciser le montant. Compte tenu de la détention des actifs immobiliers exploités, le Groupe s'attend à un impact significatif.

Le groupe n'a également pas appliqué de façon anticipée les normes, amendements, révisions et interprétations de normes publiés et non endossés par l'Union Européenne.

2.7.2. CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

Au 31 décembre 2018, le Groupe n'a pas procédé à des changements de méthodes comptables.

2.7.3. REGLES ET METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES APPLIQUEES PAR LE GROUPE DANS LE CADRE DES ARRETES INTERMEDIAIRES

2.7.3.1. Evaluation de la charge d'impôt

La charge d'impôt du premier semestre est déterminée en appliquant au résultat avant impôt, le taux d'impôt effectif de l'ensemble du Groupe estimé pour la période (y compris fiscalité différée). Ce taux est, le cas échéant, ajusté des incidences fiscales liées aux éléments à caractère exceptionnel de la période.

2.7.3.2. Engagements de retraite

Il n'est pas effectué de calcul actuariel à la clôture des comptes semestriels. La charge de retraite du semestre est égale à la moitié de la charge nette calculée au titre de l'exercice clos au 30 juin 2018 sur la base des hypothèses actuarielles au 30 juin 2018 en l'absence de variation sensible de ces données sur le premier semestre de l'exercice clos au 30 juin 2019.

2.7.3.3. Instruments financiers dérivés « actifs et passifs »

Pour couvrir son exposition au risque de marché « taux », le Groupe utilise des instruments dérivés, qualifiés d'instruments de couverture de flux de trésorerie (swaps de taux d'intérêts payeurs de taux fixes).

L'instrument de couverture est comptabilisé au bilan pour sa valeur de marché. La partie du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture qui est considéré comme constituant une couverture efficace est comptabilisée en capitaux propres, tandis que la part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat financier.

2.7.3.4. Test de dépréciation des goodwill

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié depuis le 30 juin 2018. Aussi, conformément aux dispositions de la norme IAS36, aucun test de dépréciation des goodwill n'a été conduit au 31 décembre 2018.

2.7.4. SAISONNALITE

Le chiffre d'affaires du Groupe et son résultat connaissent une légère saisonnalité du volume des traitements réalisés au cours d'une année. Historiquement, le Groupe a en effet constaté que les patients n'entreprennent, en général, pas de soin non urgent pendant les périodes des vacances, aux mois août et décembre. Le chiffre d'affaires du Groupe est donc moins important pendant ces deux mois. Inversement, le volume de la consommation des services hospitaliers (et donc le chiffre d'affaires et le résultat net du Groupe) est particulièrement élevé en septembre et janvier (périodes de rentrées scolaires).

2.8. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.8.1. PRINCIPALES VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le nombre d'entités consolidées dans le périmètre de consolidation a évolué comme suit :

Méthode de Consolidation	30-06-2018	Acquisitions Créations	Changement de Méthode	Cessions / Fusions / Liquidations	31-12-2018
Globale	212	22	2	--	236
Mise en équivalence	4	--	(2)	--	2
TOTAL	216	22	--	--	238

Acquisitions / créations

Le Groupe a acquis, au cours du premier semestre 2018, les entités suivantes :

- du Groupe « Capio » (acquis le 7 Novembre 2018) ;
- du Groupe « SAS Lambulance » (7 entités acquises le 5 juillet 2018) ;
- de l'Ambulance Girod (acquis le 4 juillet 2018) ;
- de Rhône Assistance & et « Ambulances d'Assistance » (2 entités acquises le 13 juillet 2018) ;
- de l'Ambulance Davin (acquis le 27 novembre 2018) ;
- de la Clinique la Parisière & la Parisière Expansion (2 entités acquises le 26 juillet 2018) ;
- de la Société Immobilière du Croisé-Laroche & de la SCI 2R (2 entités acquises le 17 décembre 2018) ;
- de la Société Alpha (acquis le 18 décembre 2018) et de la SCI Royan (création de société le 7 décembre 2018) ;
- de la SCI Parc Bellamy (création de société le 15 novembre 2018) ;
- de la SCI Balle (acquis le 31 octobre 2018).
- GDS Participation 3 est entrée dans le périmètre de consolidation le 1^{er} juillet 2018. Elle est la société mère du groupe « SAS Lambulance ».
- SCI Immobilière du Scanner est détenue par la Clinique du Val de Lys. La Clinique du Val de Lys et la SCI Clinique du Val de Lys 2 ont changé de méthode de consolidation : passage de mise en équivalence en intégration globale.

L'impact des acquisitions sur le bilan consolidé est le suivant :

Bilan (en millions d'euros)	Valeur Comptable
Actif immobilisé.....	456.7
Autres actifs financiers non courants.....	25.1
Impôts différés actifs.....	43.3
Total actif non courant.....	525.1
Créances, stocks et autres actifs courants.....	271.2
Actifs financiers courants hors trésorerie.....	6.5
Trésorerie.....	11.0
Total Actif Courant.....	288.7
Dettes financières.....	324.9
Provisions et autres passifs non courants.....	49.4
Impôts différés passif.....	59.8
Total Passif non Courant.....	434.1
Dettes financières et dérivés courants.....	149.9
Autres passifs courants.....	345.5
Total Passif Courant.....	495.4
Goodwill.....	964.5

Le chiffre d'affaires des entités RGDS y compris CAPIO sur une période de 6 mois représente 1 891,9 millions d'euros pour 6 mois (du 1er juillet 2018 au 31 décembre 2018), et le résultat courant avant impôts s'élève à 23,7 millions d'euros pour 6 mois.

2.8.2. IMPACT DES CHANGEMENTS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Flux de trésorerie (en millions d'euros)	Impact des entrantes	Impact des sortantes
Prix d'acquisition des entités..... (A)	822.1	
Dont décaissé..... (B)	(822.1)	
Dettes contractées..... (C) = (A) + (B)	---	
Trésorerie acquise..... (D)	11.0	
Auto-contrôle..... (E)	---	
Effet entrées de périmètre..... (F) = (D) + (E) + (B)	TF T (811.1)	
Dettes financières nettes des entrantes hors trésorerie..... (G)	468.2	
Effet entrées de périmètre net sur l'endettement financier (H) = (G) - (F)	1 279.3	
Prix de cession des entités..... (a)		---
Dont encaissé..... (b)		---
Créance enregistrée..... (c) = (a) - (b)		---
Trésorerie sortie..... (d)		---
Reclassement comptes courants et prêts..... (e)		---
Effet sorties de périmètre..... (f) = (e) + (b) - (d)	TF T ---	
Dettes financières nettes des sortantes hors trésorerie..... (g)		---
Effet sorties de périmètre net sur l'endettement financier(h) = (g) - (f)		---
Effets de périmètres..... (G) + (g)		468.2
Compte à terme Fiducie.....		2.4
Divers.....		4.5
EFFET DE PERIMETRE ET DIVERS.....	TF T	475.1

2.9. SECTEURS OPERATIONNELS

Au 31 décembre 2018, l'activité du Groupe s'articule autour de 13 secteurs opérationnels.

- Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bourgogne-Franche Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Nord-Pas de Calais-Picardie, Normandie, Provence Alpes Côte d'Azur, Ile de France, Auvergne-Rhône Alpes, Languedoc-Roussillon – Midi Pyrénées, Italie, Capio et Siège.

Le Conseil d'Administration évalue la performance de ces secteurs opérationnels et leur alloue les ressources nécessaires à leur développement en fonction de certains indicateurs de performance opérationnels (EBE, ROC) et flux de trésorerie opérationnels (BFR, Capex).

Le Groupe Ramsay Générale de Santé présente les informations relatives à six zones géographiques (France, Italie, Suède, Norvège, Danemark, Allemagne).

2.10. COMPTES DE RESULTAT ET BILANS CONSOLIDES OPERATIONNELS

2.10.1. COMPARATIF 31 DECEMBRE 2018 / 30 JUN 2018 / 31 DECEMBRE 2017 – DONNEES COMPARABLES

Nous vous prions de bien vouloir noter que, compte tenu de l'acquisition récente de « Capio » une colonne dédiée est présentée ci-dessous. Lorsque l'organisation sera effective les secteurs opérationnels seront revus.

Compte de résultat consolidé - du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018										
(en millions d'euros)	Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Nord-Pas de Calais - Picardie	PACA	Bourgogne Franche Comté	Autres Régions (1)	Autres activités(2)	Italie	Capio	TOTAL
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers.....	446.2	180.7	180.3	75.7	52.1	146.8	--	11.1	247.2	1 340.1
CHIFFRE D'AFFAIRES	446.2	180.7	180.3	75.7	52.1	146.8	--	11.1	247.2	1 340.1
Charges d'exploitation hors amortissements	(413.6)	(169.4)	(164.2)	(74.1)	(50.4)	(98.6)	(0.3)	(9.9)	(236.5)	1 217.0
Excédent Brut d'Exploitation	32.6	11.3	16.1	1.6	1.7	48.2	(0.3)	1.2	10.7	123.1
Amortissements.....	(28.8)	(8.4)	(9.4)	(5.7)	(2.8)	(9.1)	(0.1)	(0.4)	(9.5)	(74.2)
Résultat opérationnel courant	3.8	2.9	6.7	(4.1)	(1.1)	39.1	(0.4)	0.8	1.2	48.9
Coûts des restructurations.....	(0.6)	(0.1)	(0.6)	(1.6)	(0.9)	(15.1)	(0.1)	--	(0.7)	(19.7)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier .	(0.3)	--	2.0	--	0.6	(0.5)	3.9	--	--	5.7
Pertes de valeur des goodwill	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Autres produits & charges non courants	(0.9)	(0.1)	1.4	(1.6)	(0.3)	(15.6)	3.8	--	(0.7)	(14.0)
Résultat opérationnel	2.9	2.8	8.1	(5.7)	(1.4)	23.5	3.4	0.8	0.5	34.9
Coût de l'endettement financier brut (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(27.9)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0.3
Coût de l'endettement financier net	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(27.6)
Autres produits financiers (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1.4
Autres charges financières (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(2.4)
Autres produits et charges financiers.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(1.0)
Impôts sur les Résultats (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(5.3)
RESULTAT NET	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1.0
<i>Dont Résultat Net Part du Groupe</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0.0
<i>Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1.0

(1) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 31 décembre 2018, 11,0% du Chiffre d'affaires, 80,0% du ROC du Groupe.

(2) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Bilan consolidé au 31 décembre 2018										
(en millions d'euros)	Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Nord-Pas de Calais- Picardie	PACA	Bourgogne Franche Comté	Autres Régions (1)	Autres activités	Italie	CAPIO	TOTAL
Actifs nets opérationnels..... (1)	866.6	236.0	257.6	57.0	66.9	114.6	4.3	10.4	1 315.6	2 928.4
Actifs d'impôts différés.....	5.7	4.8	5.4	2.9	2.3	32.5	0.2	--	43.3	97.1

Actifs non alloués..... (2)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	83.7
Passifs sectoriels..... (3)	38.6	20.7	15.8	17.3	9.3	62.1	4.5	1.2	61.8	231.3
Passifs d'impôts différés.....	33.7	5.0	4.1	2.7	1.0	6.3	0.2	--	61.2	114.2
Passifs non alloués..... (4)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	2 240.8
Investissements Industriels nets..... (5)	(26.1)	(7.9)	(10.6)	(10.7)	7.4	(24.9)	--	(0.3)	(15.3)	(88.4)

(1) Les Actifs nets opérationnels correspondent à la somme du goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, du besoin de fonds de roulement lié à l'activité et de l'impôt exigible net.

(2) Les Actifs non alloués correspondent à la somme des participations dans les entreprises associées, des autres actifs financiers non courants, trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants.

(3) Les passifs sectoriels correspondent à la somme des provisions pour retraite, provisions non courantes, autres passifs non courants et provisions courantes.

(4) Les passifs non alloués correspondent à la somme des emprunts et dettes financières, des dettes financières courantes et des découverts bancaires.

(5) Les investissements industriels nets correspondent aux sorties nettes de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (y compris locations financement).

(6) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 31 décembre 2018, 4,4% des Actifs nets opérationnels du Groupe.

(7) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Compte de résultat consolidé - du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018										
(en millions d'euros)	Ile de France	Auvergne-Rhône-Alpes	Nord-Pas de Calais - Picardie	PACA	Bourgogne-Franche-Comté	Autres Régions (1)	Autres activités (2)	Italie	TOTAL	
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers.....	931.6	362.9	358.7	163.6	103.5	292.5	4.5	24.2	2 241.5	
CHIFFRE D'AFFAIRES	931.6	362.9	358.7	163.6	103.5	292.5	4.5	24.2	2 241.5	
Charges d'exploitation hors amortissements.....	(829.8)	(329.7)	(321.6)	(156.0)	(99.7)	(224.8)	(4.5)	(19.8)	(1 985.9)	
Excédent Brut d'Exploitation	101.8	33.2	37.1	7.6	3.8	67.7	--	4.4	255.6	
Amortissements.....	(58.8)	(17.0)	(18.8)	(11.5)	(5.4)	(17.0)	(0.7)	(0.7)	(129.9)	
Résultat opérationnel courant	43.0	16.2	18.3	(3.9)	(1.6)	50.7	(0.7)	3.7	125.7	
Coûts des restructurations.....	(1.1)	(0.5)	(0.1)	(11.8)	(3.4)	(41.0)	--	(0.1)	(58.0)	
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier .	(0.3)	(0.1)	--	--	(1.6)	(0.1)	0.2	--	(1.9)	
Pertes de valeur des goodwill.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	
Autres produits & charges non courants.....	(1.4)	(0.6)	(0.1)	(11.8)	(5.0)	(41.1)	0.2	(0.1)	(59.9)	
Résultat opérationnel	41.7	15.7	18.1	(15.7)	(6.9)	9.6	(0.5)	3.6	65.8	
Coût de l'endettement financier brut (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	(39.8)	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	0.7	
Coût de l'endettement financier net.....	--	--	--	--	--	--	--	--	(39.1)	
Autres produits financiers (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	1.2	
Autres charges financières (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	(4.4)	
Autres produits et charges financiers.....	--	--	--	--	--	--	--	--	(3.2)	
Impôts sur les Résultats (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	(8.5)	
Quote-part du résultat net dans les entreprises associées.....	--	--	--	--	--	--	--	--	0.1	
RESULTAT NET									15.1	
<i>Dont Résultat Net Part du Groupe</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	7.3	
<i>Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	7.8	

(1) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 30 juin 2018, 13,0% du Chiffre d'affaires, 40,3% du ROC du Groupe.

(2) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Bilan consolidé au 30 juin 2018										
(en millions d'euros)	Ile de France	Auvergne-Rhône-Alpes	Nord-Pas de Calais - Picardie	PACA	Bourgogne-Franche-Comté	Autres Régions (1)	Autres activités	Italie	TOTAL	

Actifs nets opérationnels.....	(1)	858.6	228.0	232.0	51.1	74.6	58.6	5.4	12.0	1 520.3
Actifs d'impôts différés.....		5.6	5.0	5.2	2.9	2.3	24.0	0.2	--	45.2
Actifs non alloués.....	(2)	--	--	--	--	--	--	--	--	44.6
Passifs sectoriels.....	(3)	39.6	21.4	16.3	18.8	9.4	33.2	4.7	1.2	144.6
Passifs d'impôts différés.....		33.8	4.8	4.1	2.7	0.8	4.5	0.2	--	50.9
Passifs non alloués.....	(4)	--	--	--	--	--	--	--	--	903.6
Investissements Industriels nets.....	(5)	(43.8)	(16.7)	(13.5)	(11.5)	(11.9)	(32.7)	7.2	(1.2)	(124.1)

(1) Les Actifs nets opérationnels correspondent à la somme du goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, du besoin de fonds de roulement lié à l'activité et de l'impôt exigible net.

(2) Les Actifs non alloués correspondent à la somme des participations dans les entreprises associées, des autres actifs financiers non courants, trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants.

(3) Les passifs sectoriels correspondent à la somme des provisions pour retraite, provisions non courantes, autres passifs non courants et provisions courantes.

(4) Les passifs non alloués correspondent à la somme des emprunts et dettes financières, des dettes financières courantes et des découverts bancaires.

(5) Les investissements industriels nets correspondent aux sorties nettes de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (y compris locations financement).

(6) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 30 juin 2018, 3,9% des Actifs nets opérationnels du Groupe.

(7) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Compte de résultat consolidé - du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 décembre 2017										
(en millions d'euros)	Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Nord-Pas de Calais - Picardie	PACA	Bourgogne Franche Comté	Autres Régions ⁽¹⁾	Autres activités ⁽²⁾	Italie	TOTAL	
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers.....	438.1	172.4	170.6	78.3	49.5	141.8	4.5	11.2	1 066.4	
CHIFFRE D'AFFAIRES	438.1	172.4	170.6	78.3	49.5	141.8	4.5	11.2	1 066.4	
Charges d'exploitation hors amortissements.....	(405.4)	(159.6)	(156.7)	(76.5)	(49.0)	(103.7)	(3.2)	(8.6)	(962.7)	
Excédent Brut d'Exploitation	32.7	12.8	13.9	1.8	0.5	38.1	1.3	2.6	103.7	
Amortissements.....	(29.6)	(8.7)	(10.1)	(5.7)	(2.6)	(8.7)	(0.7)	(0.4)	(66.5)	
Résultat opérationnel courant	3.1	4.1	3.8	(3.9)	(2.1)	29.4	(0.6)	2.2	37.2	
Coûts des restructurations.....	(0.3)	(0.4)	--	(0.9)	(3.0)	(37.6)	--	(0.1)	(42.3)	
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier.	--	(0.1)	--	--	(1.3)	--	--	--	(1.4)	
Pertes de valeur des goodwill.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	
Autres produits & charges non courants.....	(0.3)	(0.5)	--	(0.9)	(4.3)	(37.6)	--	(0.1)	(43.7)	
Résultat opérationnel	2.8	3.6	3.8	(4.8)	(6.4)	(8.2)	(0.6)	2.1	(6.5)	
Coût de l'endettement financier brut (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	(20.7)	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	0.5	
Coût de l'endettement financier net.....	--	--	--	--	--	--	--	--	(20.2)	
Autres produits financiers (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	0.5	
Autres charges financières (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	(2.9)	
Autres produits et charges financiers.....	--	--	--	--	--	--	--	--	(2.4)	
Impôts sur les Résultats (non alloué).....	--	--	--	--	--	--	--	--	9.2	
RESULTAT NET	--	--	--	--	--	--	--	--	(19.9)	
<i>Dont Résultat Net Part du Groupe</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	(22.1)	
<i>Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	2.2	

(1) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 31 décembre 2017, 13,3% du Chiffre d'affaires, 79,0% du ROC du Groupe.

(2) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Bilan consolidé au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)		Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Nord- Pas de Calais- Picardi e	PACA	Bourgogn e Franche Comté	Autres Régions (1)	Autres activités	Italie	TOTAL
Actifs nets opérationnels.....	(1)	864.6	221.9	231.0	52.0	68.0	104.9	10.7	7.2	1 560.0
Actifs d'impôts différés.....		4.2	4.1	4.2	1.8	1.6	31.6	0.6	--	48.1
Actifs non alloués.....	(2)	--	--	--	--	--	--	--	--	42.9
Passifs sectoriels.....	(3)	26.4	13.4	11.5	9.0	9.7	100.2	5.5	1.0	176.7
Passifs d'impôts différés.....		33.9	4.3	4.1	2.7	0.5	7.0	1.1	0.0	53.6
Passifs non alloués.....	(4)	--	--	--	--	--	--	--	--	939.4
Investissements Industriels nets.....	(5)	(23.7)	(6.8)	(6.8)	(4.5)	(10.3)	(21.0)	--	(0.9)	(70.1)

(1) Les Actifs nets opérationnels correspondent à la somme du goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, du besoin de fonds de roulement lié à l'activité et de l'impôt exigible net.

(2) Les Actifs non alloués correspondent à la somme des participations dans les entreprises associées, des autres actifs financiers non courants, trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants.

(3) Les passifs sectoriels correspondent à la somme des provisions pour retraite, provisions non courantes, autres passifs non courants et provisions courantes.

(4) Les passifs non alloués correspondent à la somme des emprunts et dettes financières, des dettes financières courantes et des découverts bancaires.

(5) Les investissements industriels nets correspondent aux sorties nettes de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (y compris locations financement).

(6) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 31 décembre 2017, 6,7% des Actifs nets opérationnels du Groupe.

(7) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

2.10.2. INFORMATIONS RELATIVES AUX ZONES GEOGRAPHIQUES

Chiffre d'Affaires (en millions d'euros)	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018	%	du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 déc. 2017	%	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	%
France.....	2 217.3	98.9%	1 055.2	98.9%	1 167.2	87.1%
Italie.....	24.2	1.1%	11.2	1.1%	11.1	0.8%
Suède.....	--	--	--	--	124.5	9.3%
Norvège.....	--	--	--	--	11.0	0.8%
Danemark.....	--	--	--	--	7.7	0.6%
Allemagne.....	--	--	--	--	18.6	1.4%
TOTAL	2 241.5	100%	1 066.4	100%	1 340.1	100%

2.10.3. INFORMATIONS RELATIVES AUX PRINCIPAUX CLIENTS

Le chiffre d'affaires de Ramsay Générale de Santé résulte essentiellement de la prise en charge par la Sécurité sociale et par des assurances privées complémentaires, sur la base des tarifs fixés chaque année par les pouvoirs publics, des soins et services fournis par le Groupe et dans une moindre mesure par le paiement par les patients ou par des assurances privées complémentaires des services connexes aux soins tels que principalement le séjour en chambre individuelle ou la location de télévisions. Le solde du chiffre d'affaires du Groupe provient essentiellement des redevances versées par les praticiens en rétribution des services généraux, administratifs et locations fournis par les établissements du Groupe, tels que la facturation des actes, le recouvrement de leurs honoraires auprès de la Sécurité sociale, des compagnies d'assurances et des patients.

Du 1er juillet 2018 au 31 décembre 2018, les produits d'activités de soins facturés à la sécurité sociale représentent 87,8% du chiffre d'affaires du Groupe, les recettes hôtelières, prises en charge par les assurances privées complémentaires et les patients, représentent 5,9% du chiffre d'affaires du Groupe. Le solde du chiffre d'affaires du Groupe (environ 6,3% au 31 décembre 2018) provient essentiellement des redevances versées par les praticiens en rétribution des services généraux ou administratifs fournis par les établissements du Groupe, tels que la facturation des actes, le recouvrement de leurs honoraires auprès de la Sécurité sociale, des compagnies d'assurances et des patients.

2.11. NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

2.11.1. AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018	du 1 ^{er} juillet 2017 31 déc. 2017	au du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018
-------------------------	------	--	---	---

Charges de restructurations nettes		(18.0)	(9.8)	(25.3)
Charges de restructurations cash		(18.0)	(9.8)	(25.3)
Variations des provisions		(37.8)	(33.7)	5.8
Dépréciations exceptionnelles des immobilisations corporelles & incorporelles		(2.6)	1.2	0.8
Autres charges / produits		0.4	--	--
Total Coûts de Restructurations nets		(58.0)	(42.3)	(18.7)
Autres plus ou moins-values sur ventes immobilières		(2.1)	--	(1.8)
Plus-value immobilier « SCI Saint-Pôl »		0.5	0.5	--
Plus-value cession titres « Val de Lys » (passage ME -> IG)		--	--	2.0
Plus-value cession « immeubles Dijonnais »		--	--	4.6
Moins-value liquidation « Ecole Chirurgicale Européenne »		(0.3)	(0.3)	--
Autres plus ou moins-values sur cessions de sociétés		--	(1.6)	--
Total Résultat de la gestion du patrimoine immob. et financier		(1.9)	(1.4)	4.7
Pertes de valeurs des goodwill		--	--	--
TOTAL	CR	(59.9)	(43.7)	(14.0)
Impact Tableau de Flux de Trésorerie (autres produits & charges non courants payés)	TFT	(18.0)	(9.8)	(25.3)
Impact Tableau de Flux de Trésorerie (cessions d'entités)	TFT	0.5	0.5	0.0

Les coûts de restructurations s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Notes	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018	du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 déc. 2017	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018
1. Impacts des regroupements	(i)	(3.1)	(3.1)	(0.5)
2. Restructuration et autres coûts		(55.0)	(39.2)	(18.2)
Total Coûts de Restructurations nets	(ii)	(58.0)	(42.3)	(18.7)

2.11.2. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018	du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 déc. 2017	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018
Produits d'intérêt générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie		0.7	0.5	0.3
Résultat de cession d'équivalents de trésorerie		---	---	---
Résultat des couvertures de taux et de change sur trésorerie		---	---	---
Sous-Total produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	CR	0.7	0.5	0.3
Intérêts sur dettes bancaires et sur autres dettes financières		(30.9)	(15.8)	(23.9)
Intérêts sur biens immobiliers financés en location financement		(3.6)	(2.1)	(1.4)
Intérêts sur biens mobiliers financés en location financement		(0.8)	(0.5)	(0.3)
Charges sur couvertures de taux d'intérêts		(4.5)	(2.3)	(2.3)
Sous-Total coût de l'endettement financier brut	CR	(39.8)	(20.7)	(27.9)
TOTAL COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	CR/TFT	(39.1)	(20.2)	(27.6)

Le taux d'intérêt sur l'endettement financier brut moyen ressort à environ 3,15% au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, le Groupe n'a plus de covenant de maintenance.

2.11.3. AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018	du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 déc. 2017	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018
Dividendes	TFT	0.6	0.1	0.2
Coûts d'emprunt immobilisés		--	--	--
Autres produits financiers		0.6	0.4	1.2

Sous-Total autres produits financiers.....	CR	1.2	0.5	1.4
Gains et pertes liés à l'extinction des dettes		(3.5)	(2.5)	(2.1)
Coûts de l'actualisation		(0.9)	(0.4)	(0.3)
Autres charges financières.....		--	--	--
Sous-Total autres charges financières	CR	(4.4)	(2.9)	(2.4)
Total Autres Produits & Charges Financiers	CR	(3.2)	(2.4)	(1.0)

2.11.4. IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018	du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 déc. 2017	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018
Charges d'impôts exigibles de période (au taux estimé)		(2.3)	(1.1)	(1.0)
CVAE.....		(22.6)	(10.6)	(11.3)
Ajustement au titre de l'impôt exigible des périodes antérieures.....		0.1	0.1	1.5
Crédits d'impôts		0.2	2.7	--
Utilisation des déficits reportables		--	--	--
Impôts au taux réduit		--	--	--
Impôts courants		(24.6)	(8.9)	(10.8)
Impôts différés		16.1	18.1	5.5
Impôts sur les résultats	CR	(8.5)	9.2	(5.3)

2.11.5. RÉSULTAT NET PAR ACTION

	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018	du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 déc. 2017	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018
Résultat net part du Groupe (en millions d'euros)	7.3	(22.1)	0.0
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice (y compris actions auto-détenues).....	75 957 095	75 957 095	75 957 095
Nombre d'actions auto-détenues	25 301	25 301	25 301
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice.....	75 931 794	75 931 794	75 931 794
Résultat net non dilué par actions (en euros)	0.10	(0.29)	0.00
Effet dilutif plan de souscription.....	--	--	--
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice prenant en compte l'effet dilutif.....	75 931 794	75 931 794	75 931 794
Résultat net dilué par actions (en euros)	0.10	(0.29)	0.00

2.12. NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

2.12.1. ANALYSE DE LA VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'euros)	Note	30-06-2017	30-06-2018	31-12-2018		
		TOTAL	TOTAL	Non courant	Courant	TOTAL
Dette sénior		845.5	845.6	1 105.6	9.4	1 115.0
Dette capex		40.0	40.0	40.0	--	40.0
TRFA – Total dette sénior		885.5	885.6	1 145.6	9.4	1 155.0
Obligations subordonnées.....		--	--	--	550.0	550.0
Autres emprunts.....		120.2	202.3	182.5	481.4	663.9
Emprunts en location financement.....		159.1	184.8	192.5	50.0	242.5
- dont : - locations financements sur biens immobiliers.....		90.1	108.3	125.6	17.2	142.8
- dont : - locations financements sur biens mobiliers.....		69.0	76.5	66.9	32.8	99.7

Capitalisation des frais d'émission nouvelle dette	(14.0)	(15.4)	(19.2)	(5.4)	(24.6)
Passifs financiers liés aux actifs détenus en vue de la vente ...	---	---	---	---	---
Dettes financières long terme	1 150.8	1 257.3	1 501.4	1 085.4	2 586.8
Passifs financiers liés aux actifs détenus en vue de la vente	---	---	---	---	---
Comptes courants financiers passifs	2.4	2.0	---	2.0	2.0
Découverts bancaires	---	---	---	---	---
DETTES FINANCIERES BRUTES (I)	1 153.2	1 259.3	1 501.4	1 087.4	2 588.8
Juste valeur des Instruments financiers de couverture	6.1	5.2	4.3	---	4.3
Juste valeur des instruments financiers de couverture (II)	6.1	5.2	4.3	---	4.3⁽¹⁾
Comptes courants financiers actifs.....	(1.6)	(1.8)	---	(2.4)	(2.4)
Trésorerie.....	(180.8)	(308.0)	---	(274.6)	(274.6)
Autres actifs financiers	(12.6)	(27.3)	(24.2)	(8.2)	(32.4)
CICE « préfinancé ».....	--	--	--	(30.9)	(30.9)
Autocontrôle Ramsay Générale de Santé (V.M.P.).....	(0.3)	(0.3)	(0.3)	---	(0.3)
ACTIFS FINANCIERS (III).....	(195.3)	(337.4)	(24.5)	(316.1)	(340.6)
ENDETTEMENT FINANCIER NET (I) + (II) +(III)	964.0	927.1	1 481.2	771.3	2 252.5

BOUCLAGE BILAN :

Emprunts et dettes financières(a)	1 099.8	1 195.6	---	---	1 501.4
Dettes financières courantes..... (b)	53.4	63.7	---	---	1 087.4
Découvert bancaire(c)	---	---	---	---	---
Passifs relatifs aux actifs non courants détenus en vue de la vente.....	---	---	---	---	---
- dont : passifs financiers liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente..... (d)	---	---	---	---	---
DETTES FINANCIERES BRUTES A = (a) + (b) + (c) + (d)	1 153.2	1 259.3	---	---	2 588.8
Autres passifs non courants.....(e)	7.6	7.0	---	---	5.8
Impôts différés (f)	(1.5)	(1.8)	---	---	(1.5)
Autres passifs non courants nets (juste valeur des instruments financiers).....B = (e) + (f)	6.1	5.2	---	---	4.3
Autres actifs non courants (juste valeur des instruments financiers) (g)	---	---	---	---	---
INSTRUMENTS FINANCIERS C = (B) – (g)	6.1	5.2	---	---	4.3⁽¹⁾
Actifs financiers courants..... (h)	(2.0)	(1.8) ⁽²⁾	---	---	(10.6)
Actifs financiers non courants..... (i)	(12.2)	(27.3)	---	---	(24.2)
Actif d'impôt exigible – Créance « CICE » (j)	---	---	---	---	(30.9)
Trésorerie..... (k)	(180.8)	(308.0)	---	---	(274.6)
Actifs relatifs aux actifs non courants détenus en vue de la vente..... (l)	---	---	---	---	---
Autocontrôle Ramsay Générale de Santé (V.M.P.)..... (m)	(0.3)	(0.3)	---	---	(0.3)
ACTIFS FINANCIERS D = (h) + (i) + (j) + (k) + (l) + (m)	(195.3)	(337.4)	---	---	(340.6)
ENDETTEMENT FINANCIER NET (A + C + D)	964.0	927.1	---	---	2 252.5

⁽¹⁾ Juste valeur des instruments financiers de couverture (+5,8 millions d'euros diminués de l'impôt -1,5 millions d'euros)

2.12.2. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Au cours de la période les provisions figurant au passif ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	NOTE	30-06-2017	30-06-2018	Dot	Rep. Avec Contre-partie	Rep. sans Contre-partie	Aut. Mvts ⁽¹⁾	31-12-2018
-------------------------	------	------------	------------	-----	-------------------------	-------------------------	--------------------------	------------

Prov. pour retraite et autres avantages au personnel							
Prov. pour ind. de fin de carrière	50.4	50.8	2.2	(0.8)	--	47.8	100.0
Prov. pour autres avantages au personnel	0.2	0.2	--	--	--	--	0.2
Total	50.6	51.0	2.2	(0.8)	--	47.8	100.2
Provisions non courantes							
Provisions pour litiges	13.9	12.6	0.5	(0.9)	(1.2)	--	11.0
Provisions pour restructurations	13.2	51.0	(0.1)	(5.3)	(0.2)	--	45.4
Total	27.1	63.6	0.4	(6.2)	(1.4)	--	56.4
Provisions courantes							
Provisions pour impôts & taxes	4.1	4.0	--	--	--	--	4.0
Autres prov. pour risques et charges	8.7	13.8	2.0	(1.3)	(0.2)	8.7	23.0
Total	12.8	17.8	2.0	(1.3)	(0.2)	8.7	27.0
PROV. COURANTES & NON COURANTES	39.9	81.4	2.4	(7.5)	(1.6)	8.7	83.4
TOTAL PROVISIONS	90.5	132.4	4.6	(8.3)	(1.6)	56.5	183.6

(1) y compris effets de périmètre

2.12.3. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE

(en millions d'euros)	VARIATIONS					31-12-2018
	30-06-2017	30-06-2018	liées à l'activité	créances & det. s/immob.	autres variations ⁽²⁾	
Stocks ⁽¹⁾	62.3	67.8	9.9	--	29.2	106.9
Dépréciations	--	--	--	--	--	--
Stocks nets	62.3	67.8	9.9	--	29.2	106.9
Clients et autres créances d'exploitation	168.0	167.5	(9.4)	--	92.5	250.6
Dépréciations	(9.7)	(9.9)	(0.6)	--	--	(10.5)
Clients et autres créances d'exploitation nets	158.3	157.6	(10.0)	--	92.5	240.1
Autres actifs courants	248.0	212.8	(6.5)	3.6	129.2	339.1
Dépréciations	(23.2)	(22.2)	(0.3)	--	(0.1)	(22.6)
Autres actifs courants nets	224.8	190.6	(6.8)	3.6	129.1	316.5
- dont créances sur immobilisations	13.9	4.1	--	3.6	--	7.7
Total stocks et créances d'exploitation (I)	445.4	416.0	(6.9)	3.6	250.8	663.5
Dettes fournisseurs	186.4	191.9	11.6	--	64.3	267.8
Autres passifs courants	327.0	329.5	(13.5)	0.3	257.1	573.4
- dont dettes sur immobilisations	25.8	23.5	--	0.3	--	23.8
Total fournisseurs et autres dettes d'exploitation (II)	513.4	521.4	(1.9)	0.3	321.4	841.2
Actifs détenus en vue de la vente	--	0.6	--	--	(0.6)	--
BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT (I) – (II) + (III)	(68.0)	(104.9)	(5.0)	3.3	(71.2)	(177.8)

Impact Tableau des Flux de Trésorerie (II) – (I)

(3.3)

(1) Le stock est constitué principalement de petit matériel médical et de produits pharmaceutiques

(2) La colonne « autres variations » est composée essentiellement des variations de périmètre de l'exercice

Les créances et dettes d'exploitation ont un cycle inférieur à 12 mois.

Le poste « clients et autres créances d'exploitation » s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30-06-2017	30-06-2018	31-12-2018
Clients patients.....	8.0	10.2	114.1
Clients régime obligatoire (caisses)	43.3	44.3	39.5
Clients régime complémentaire (Mutuelles + Assurances).....	19.5	24.5	25.4
Clients douteux ou litigieux	6.2	4.9	(5.1)
Clients factures à établir.....	57.1	51.8	46.5
Clients en cours.....	26.1	23.6	23.5
Clients ventes de biens ou prestations de services	7.0	5.8	5.8
Autres.....	0.7	2.4	0.9
TOTAL	167.9	167.5	250.6

Le délai des règlements des Clients et Fournisseurs s'analyse comme suit :

Délai règlements (en jours)	30-06-2017	30-06-2018	31-12-2018
Clients	25.2	25.5	24.3
Fournisseurs.....	64.5	65.1	70.2

2.12.4. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Au premier semestre 2018, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 30 juin 2018 (voir note 6.13 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2018).

2.13. LITIGES, FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

2.13.1. LITIGES RELATIF A L'HOPITAL PRIVE JEAN MERMOZ A LYON

Un litige significatif porte sur la construction de l'Hôpital Privé Jean Mermoz à Lyon, sa construction ayant été interrompue après le dépôt de bilan de l'entreprise de gros œuvre en charge des travaux et la constatation de malfaçons en 2002. L'Hôpital Privé Jean Mermoz a ouvert en juillet 2008 et poursuit son exploitation sans incident depuis.

Sur le plan judiciaire l'ensemble des intervenants à l'acte de construire ont été appelés en garantie, dans le cadre de procédures traitant des deux volets construction et exploitation dans le cadre de litiges parallèles qui opposent certains médecins à certaines filiales du groupe. Le Groupe a maintenu son choix de ne comptabiliser aucune provision à ce titre, choix conforté par le fait que les praticiens ont, jusqu'à présent, été déboutés de leurs demandes. Un jugement est annoncé pour être rendu le 17 septembre 2019. S'agissant de la procédure engagée par certains radiologues devant le même TGI de Lyon, le calendrier de procédure prévoit une fixation des plaidoiries pour octobre 2019.

Sur le plan comptable, à la clôture de l'exercice au 30 juin 2018, les coûts relatifs à l'immeuble démolé et au litige associé s'élèvent à 39,7 millions d'euros hors taxes. Les provisions (en consolidé) couvrant les frais financiers activés, les frais de défense et une partie des constructions détruites s'élèvent à 16,6 millions d'euros à la même date. Les provisions enregistrées couvrent à ce jour 41,9% du montant engagé par le Groupe au titre des coûts relatifs à l'immeuble démolé et au litige. Le rapport d'expertise judiciaire du 5 juillet 2013 ne comportait pas d'indication sur les coûts de construction globaux de Mermoz II mais il détermine des surcoûts.

Les provisions enregistrées à ce jour par Ramsay Générale de Santé, représentant 41,9% du montant engagé par le Groupe au titre des coûts relatifs à l'immeuble démolé et au litige, ont pris en compte une partie du montant de la transaction évoquée et ne nécessitent pas d'autre ajustement compte tenu du rapport d'expertise et des critiques formulées par les parties défenderesses.

2.13.2. FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Au premier semestre de l'exercice clos au 30 juin 2019, à la connaissance de la société et du Groupe, aucun nouveau facteur de risque ou nouveau litige pris individuellement ou dans leur globalité pouvant avoir une incidence sensible sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société et du Groupe n'a été recensé depuis la publication du document de référence de Ramsay Générale de Santé le 31 octobre 2018.

2.14. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le complément du prêt à terme de 750 millions d'euros (484 millions d'euros) a été tiré au cours du mois de janvier 2019 pour remplacer la dette externe du Groupe Capio, qui a été remboursée, et financer le rachat des obligations convertibles de Capio.

4.2. Informations complémentaires sur les autres produits et charges non courants comptabilisés par la Société au 30 juin 2018

Autres produits et charges non courants

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016	du 1 ^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018
Charges de restructuration.....		(7.3)	(9.8)	(18.0)
Charges de restructurations cash		(7.3)	(9.8)	(18.0)
Variations des provisions		2.6	(1.9)	(37.8)
Dépréciation exceptionnelles des immob. Corporelles & incorporelles.....		(0.2)	10.0	(2.6)
Autres charges / produits.....		--	--	0.4
Total Coûts de Restructurations		(5.0)	(1.7)	(58.0)
Autres plus ou moins-values sur ventes immobilières.....		1.5	(3.4)	(2.1)
Moins-values immobilières « Clos Saint-Jean ».....		--	(2.9)	--
Plus-values immobilières « SCI Sévigné ».....		--	8.3	--
Moins-values « Clos Saint-Jean »		--	(0.1)	--
Plus-values « HP Sévigné / Excim Ouest ».....		--	9.4	--
Moins-values « Vignoli / Etang de Berre »		--	(3.5)	--
Plus-values « SCI Saint-Pol »		--	--	0.5
Moins-value liquidation « Ecole Chirurgicale Européenne ».		--	--	(0.3)
Autres plus ou moins-values sur cessions de sociétés		--	--	--
Total Résultat de la gestion du patrimoine immob. et financier		1.5	7.8	(1.9)
Pertes de valeurs.....		(21.1)	--	--
TOTAL	CR	(24.5)	6.1	(59.9)
Impact Tableau de Flux de Trésorerie (autres produits & charges non courants payés)	TFT	(7.3)	(9.8)	(18.0)
Impact Tableau de Flux de Trésorerie (cessions d'entités)	TFT	1.6	14.8	0.5

Les coûts de restructurations s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016	du 1 ^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017	du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018
Impacts des regroupements		(0.8)	(5.0)	(3.1)
Restructuration et autres coûts		(4.2)	3.3	(55.0)
Total Coûts de Restructurations		(5.0)	(1.7)	(58.0)

Au 30 juin 2018, le Groupe a enregistré des coûts de restructurations de 58,0 millions d'euros. Ce montant intègre les coûts nets attachés aux opérations suivantes :

- Création d'une plateforme de services partagés : dotation d'une nouvelle provision pour restructurations pour un montant total, à l'échelle du Groupe, de 32,2 millions d'euros et comptabilisation en charge de restructuration sur la période de 5,4 millions d'euros au titre de cette démarche.
- Fermeture de la clinique Rosemond : dotation d'une nouvelle provision pour restructurations pour un montant total de 6,1 millions d'euros au titre des mesures sociales, complétée d'une provision pour restructurations couvrant une perte sur contrat déficitaire de 1,3 millions d'euros, soit un total de 7,4 millions d'euros passés en charge au compte de résultat du Groupe et inscrits au bilan du 31 décembre 2018.

- Le versement complémentaire, sans reprise de provision, de 2,6 millions d'euros suite au jugement du Tribunal de Grande instance de Dijon, en date du 3 avril 2018 dans le cadre du litige Drevon, passés en charge de restructurations sur l'exercice. Le groupe dispose, par ailleurs, d'une provision résiduelle de 2,5 millions d'euros liée à ce litige.
- Divers produits et charges de restructurations pour un montant net de 10,4 millions d'euros.

Le Groupe considère que la quasi-totalité des provisions pour restructurations reconnues au bilan du 30 juin 2018 auront un impact monétaire sur les périodes subséquentes.

5. EVENEMENTS RECENTS

Voir le paragraphe 2.14. « Evénements postérieurs à la clôture » de la section 4.1 « Rapport financier semestriel pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018 » figurant dans le chapitre 4 « Résultats semestriels à fin décembre 2018 » ci-dessus.

6. RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

6.1. Responsable de l'Actualisation du Document de Référence

Monsieur Pascal Roché, Directeur Général de la Société

6.2. Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité figurant en page 39 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation du document de référence, ainsi qu'à la lecture d'ensemble de la présente actualisation du document de référence. »

Le 21 mars 2019

Pascal Roché

Directeur Général

6.3. Responsable de l'information financière et des relations investisseurs

Monsieur Arnaud Jeudy, Relations Investisseurs

Ramsay Générale de Santé

Adresse : 39, rue Mstislav Rostropovitch – 75017 Paris – France

Adresse postale : 39, rue Mstislav Rostropovitch CS 60053 750580 Paris Cedex 17

Téléphone : Depuis la France 01 87 86 23 00 – Depuis l'étranger +33 187 862 300

7. TABLEAU DE CONCORDANCE

La présente table de concordance reprend les principales rubriques prévues à l'Annexe I du Règlement européen (CE) n°809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004, tel que modifié et renvoie aux sections de la présente Actualisation et, le cas échéant, du Document de Référence où sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques.

Rubriques figurant dans de l'Annexe 1 du règlement européen n°809/2004		Document de Référence Chapitre, Section	Actualisation Chapitre, Section
1.	PERSONNES RESPONSABLES	7.1	6
1.1	Identité des personnes responsables de l'information	7.1.1	6.1
1.2	Déclaration des personnes physiques responsables	7.1.2	6.2
2.	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	7.2	
2.1	Nom et adresse	7.2.1	
2.2	Détails concernant une éventuelle démission ou absence de renouvellement de mandat	7.2.3	
3.	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	2.1	
3.1	Informations historiques	2.1.1	
3.2	Informations intermédiaires		4
4.	FACTEURS DE RISQUE	3	2
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR	1.1	1
5.1	Histoire et évolution de la Société	1.1.2	1.1.2
5.2	Investissements	2.6.4	1.2
6.	APERCU DES ACTIVITÉS	1.2	1.1.3
6.1	Principales activités	1.2.1	1.1.1, 1.1.2, 1.1.3
6.2	Principaux marchés	1.2.4	1.2, 1.1
6.3	Événements exceptionnels	1.2.9	1.2
6.4	Dépendance éventuelle	1.2.10	
6.5	Éléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	1.2.3 - 1.2.4	
7.	ORGANIGRAMME	6.1	
7.1	Description sommaire du Groupe	6.1.1	
7.2	Liste des filiales importantes	6.1.1	
8.	PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS	2.6	
8.1	Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	2.6.1	
8.2	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	4.2.2	
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	2.2	4
9.1	Situation financière	2.2.1	4
9.2	Résultat d'exploitation	2.2.1	4
10.	TRESORERIE ET CAPITAUX	2.4	4

10.1	Capitaux de l'émetteur	2.4.1	4
10.2	Source et montant des flux de trésorerie	2.4.2	4
10.3	Conditions d'emprunt et structure de financement	2.4.1	1.2.3
10.4	Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur	2.4.1	1.2.3
10.5	Sources de financement attendues	2.4.1	1.2.3
11.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	7.3	
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES	2.5	1
12.1	Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document d'enregistrement	2.5.1	1, 1.2.2.7
12.2	Tendance connue, incertitude ou demande, engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur pour l'exercice en cours	2.5.1	1, 1.2.2.7
13.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	2.5	
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE	5.1	
14.1	Organes d'administration et de direction - liste des mandats exercés au cours des cinq derniers exercices, et autres informations	5.1.1 et s.	1.2.4
14.2	Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction	5.1.7	
15.	RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES	5.3	
15.1	Montant de la rémunération versée et avantages en nature	5.3.1	
15.2	Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	5.3.1	
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	5.2	
16.1	Date d'expiration des mandats actuels	5.1.1	
16.2	Contrat de service liant les membres des organes d'administration	5.2.4	
16.3	Informations sur le Comité d'Audit et le Comité des Rémunérations	5.2.3	
16.4	Déclaration - Gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur	5.2	
17.	SALARIÉS		
17.1	Nombre de salariés	4.1.1 A	
17.2	Participation et stock-options	4.1.6	
17.3	Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur		
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	6.2	
18.1	Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou de droits de vote	6.2.1	
18.2	Existence de droits de vote différents	6.2.3	
18.3	Contrôle de l'émetteur	6.2.5	
18.4	Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de contrôle	6.2.7	

19.	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTES	6.3	
20.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR	2.3	3
20.1	Informations financières historiques	2.3.1	4
20.2	Informations financières pro-forma		3
20.3	Etats financiers	2.3.2 A et s.	
20.4	Vérification des informations historiques annuelles	2.3.4 A et B	
20.5	Date des dernières informations financières	2.3.2	4
20.6	Informations financières intermédiaires et autres		4
20.7	Politique de distribution des dividendes	2.3.6	1.2.3
20.8	Procédures judiciaires et d'arbitrage	2.3.7	
20.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	2.3.8	
21.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	6	
21.1	Capital social	6.2.1	
21.2	Acte constitutif et statuts	6.4.7	
22.	CONTRATS IMPORTANTS	7.4	
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	6.5	
23.1	Informations sur toute déclaration ou rapport inclus dans le document	6.5	
23.2	Attestation portant sur les informations provenant de tierces parties	6.5	
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	7.5	Remarques générales
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	6.6	1.2